

# Adoption du projet de quatre centres de formation

Page 24

Bir Mourad Raïs (Alger)

## Récupération d'un véhicule volé

Page 24

# Les DEBATS

## Votre quotidien national

### Projet de Loi de finances 2019

# Des mesures pour lutter contre la fraude fiscale

Si le projet de Loi de finances 2019 qui est sur le bureau de l'APN ne prévoit pas de nouvelles taxes, il contient, en revanche, plusieurs mesures visant, notamment à lutter contre la fraude fiscale qui mine l'économie algérienne.

Page 2



### Persistances des tensions sur l'emploi

## Entre urgences et vraies solutions



Par Saâd Taferka

**L**e chiffre du chômage se situe, officiellement et selon les résultats rendus publics en avril 2018, à 11,1 % de la population active, soit environ 2 millions de personnes sans emploi.

Que les estimations de l'Office national des statistiques (ONS) soient relativisées ou remises en cause par des experts nationaux ou des bureaux d'études - un phénomène qui ne date pas d'aujourd'hui, mais remonte aux années fastes de l'aisance financière -, le fait ne change pas grand-chose par rapport aux défis de l'emploi qui restent à être relevés par l'économie algérienne, laquelle peine à instaurer une dynamique et des mécanismes bien huilés par lesquels les perspectives de l'emploi s'ouvrent et dessinent des perspectives favorables. La donne actuelle est faite d'un «stand-by» d'une économie qui subit encore le choc de la chute des recettes extérieures - entamée en juillet 2014 - et ce, malgré la remontée du prix du baril de pétrole, atteignant ces dernières semaines plus de 80 dollars.

C'est que la crise financière a tracé pour tout le monde - pouvoirs publics, entreprises, syndicats, patrons, salariés, chômeurs... etc - les limites exactes de la marge de manœuvre de l'économie nationale et de ses retards en matière de production, d'organisations, d'innovation et, partant, de création de nouveaux emplois. Les symptômes les plus saillants de la crise ont été d'abord ressentis à ce niveau-là, c'est-à-dire l'emploi et le pouvoir d'achat, qui ont incontestablement subi des coupes, sans doute mal rendues dans leurs détails rendus par les statistiques agrégées et les bilans des différents secteurs d'activité.

Page 4

### Ils refusent d'étudier la langue arabe

## Appel du RND aux lycéens protestataires de Tizi Ouzou

Page 3





Projet de Loi de finances 2019

# Des mesures pour lutter contre la fraude fiscale

Si le projet de Loi de finances 2019 qui est sur le bureau de l'APN ne prévoit pas de nouvelles taxes, il contient, en revanche, plusieurs mesures visant, notamment à lutter contre la fraude fiscale qui mine l'économie algérienne.



Par S. A. Mohamed

**D'**ailleurs, dans son volet législatif, le PLF 2019 prévoit des mesures destinées, notamment à améliorer la gestion des finances publiques, à renforcer la lutte contre la fraude, ainsi que des mesures encourageant le secteur industriel. Dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale de sociétés, le projet de loi introduit un dispositif anti-abus qui permettra de limiter de la déduction de certaines charges (financières ou autres) effectuées par les sociétés soumises à l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS). Il s'agit de la limitation des frais d'assistance technique et financière, de la limitation de la déduction des intérêts financiers servis aux associés ou entre entreprises apparentées. Parmi les mesures phares contenues dans ce projet de loi figure aussi l'encouragement de la fabrication locale d'intrants dans l'industrie des énergies renouvelables afin d'encoura-

ger l'intégration nationale. La mesure en question révisé les taux des droits de Douane et de la TVA pour juguler l'importation des composants intermédiaires (le module photovoltaïque) et le produit fini (le générateur photovoltaïque). Concernant le développement local, le projet de loi opte pour le renforcement du système de solidarité inter-collectivités locales pour réduire les inégalités entre les collectivités locales et assurer ainsi l'équilibre des budgets de celles défavorisées. La concrétisation de cette solidarité financière intercommunale consiste à permettre aux collectivités locales ayant des difficultés financières. Pour ce qui est du secteur de l'industrie, le projet de loi propose d'exiger aux entreprises de production de biens de communiquer les données relatives à leur production physique et aux intrants utilisés, et d'établir un

rapport semestriel sur leurs activités, adressé aux directions de wilaya chargées de l'industrie. Concernant le logement, le projet de loi instaure deux mesures : la première autorise le Trésor à prendre en charge la bonification à 100% du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques dans le cadre de la réalisation de la 5<sup>ème</sup> tranche de 90 000 logements Aadl. Quant à la seconde mesure, elle concerne le logement locatif promotionnel (LLP) qui bénéficie, au titre du projet de Loi de finances 2019, de l'aide de l'Etat, notamment les abattements sur la cession de terrain et les bonifications dans le cadre des crédits accordés par les banques aux promoteurs immobiliers en charge de la réalisation des programmes publics des logements. Par ailleurs, le projet de loi autorise le Fonds national d'investissement (FNI) à accorder des prêts à long terme (jusqu'à 40 ans) à taux bonifiés à la Caisse nationale des retraites (CNR) afin de

renforcer les capacités de cette caisse pour la liquidation de retraites, sachant que des mesures visant l'atteinte de son équilibre financier à terme, ainsi que l'amélioration de la couverture financière du système national des retraites, sont, d'ores et déjà, prises par les pouvoirs publics. Rappelons enfin que le projet de Loi de finances 2019 a été élaboré sur la base d'un cadrage macroéconomique prudent tout en étant adossé à des dépenses budgétaires en légère baisse, mais avec le maintien de la politique sociale de l'Etat. Les auditions par la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur ce projet de loi seront entamées aujourd'hui avec le ministre des Finances et les directeurs centraux concernés de ce ministère. Le cadrage macroéconomique retenu pour l'exercice prochain table sur un prix de pétrole à 50 dollars le baril, un taux de croissance de 2,6% et un taux d'inflation de 4,5%. **S.A.M.**

Wilaya d'Alger

## Les anciens élus appellent Bouteflika à briguer un nouveau mandat

**L**es anciens élus de la wilaya d'Alger ont appelé, hier, le président de la République Abdelaziz Bouteflika à «briguer un nouveau mandat pour poursuivre le processus de réformes et de développement».

Lors d'une réunion organisée à la Salle Ali Maâchi au Palais des expositions (Alger) dans le cadre des préparatifs à la constitution d'une Association nationale des anciens élus, les anciens élus de la wilaya d'Alger ont affiché «leur entière mobilisation à contribuer à la consolidation du Front populaire

auquel a appelé le président de la République pour appuyer les grandes réformes initiées par le Président dans le cadre de la paix et de la Réconciliation nationales», affirmant que ces réformes «ont évité au pays de sombrer dans l'enfer de l'insécurité et de l'instabilité et lui ont permis d'instaurer le développement global afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens». Lors de cette même réunion à laquelle a assisté le ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, ainsi que d'anciens ministres, les anciens élus de

la wilaya d'Alger ont salué l'initiative, annoncée le 6 du mois en cours pour la création d'une Association nationale des anciens élus locaux et nationaux, et qui est à même, ont ils estimé, «d'offrir à l'ensemble des élus un espace de rencontre en vue d'adhérer à la quête nationale de contribuer à la vie socio-économique nationale en soutien au programme du Président de la République».

Intervenant à cette occasion, M. Mahdjoub Bedda a fait savoir que l'Association en cours de constitution «n'est nullement un espace

compétitif à d'autres associations et partis politiques» et que «l'idée de sa constitution est venue du vide politique que connaît le pays en raison de la faible activité des associations et des partis».

L'objectif de cette association est de «mutualiser les efforts des élus qui ont contribué au développement du pays pour le soutien du programme du Président de la République, étant donné qu'ils sont les témoins vivants des réalisations accomplies depuis son accession à la magistrature suprême du pays», a affirmé M. Bedda, appelant «toutes les compé-

tences et tous les cadres, anciens élus, à adhérer à ce projet au service de l'Algérie et en soutien au Président Bouteflika». Au terme de cette première réunion préparatoire, qui sera suivie par d'autres rencontres wilayales, les anciens élus ont remis au Président de la République, une distinction, reçue en son nom par M. Mahdjoub Bedda, «en considération à ses efforts pour la promotion des valeurs de paix et en reconnaissance des réalisations accomplies».

Reda A.

### En visite à El Oued Bouazgui incite les jeunes à investir dans le secteur agricole

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a appelé, hier, depuis El Oued, les jeunes à investir dans le secteur agricole.

«Il appartient aux jeunes, ceux des régions du sud du pays, notamment, d'investir dans les activités agricoles, aux volets d'élevage animal et végétal, eu égard aux potentialités naturelles que renferment ces régions aux importantes ressources hydriques souterraines et vastes surfaces agricoles fertiles» a souligné M. Bouazgui en marge de l'inspection d'une exploitation agricole dans la commune de Ourmes dans le cadre de sa tournée de travail dans la région.

Le ministre a indiqué, à cette occasion, que «le secteur agricole a connu ces deux dernières décennies un grand essor à la faveur des moyens matériels et facilités administratives prônés par l'Etat en faveur des fellahs, accompagnés de la consécration des enveloppes financières colossales pour soutenir les projets agricoles».

«Ces montants d'investissement accordés au titre de cette période ont été destinés, notamment à l'électrification agricole, l'ouverture des pistes d'accès et la réalisation des projets d'irrigation par conviction que l'agriculture constitue une alternative pour la création de la véritable richesse à même de consolider l'économie nationale hors hydrocarbures», a soutenu le ministre.

M. Bouazgui a fait savoir, à ce titre, que «cinq périmètres agricoles, totalisant 8 000 ha, ont été créés à travers des communes de la wilaya d'El Oued pour mettre un terme au problème de l'importation des semences de l'étranger», ajoutant que «la stratégie nationale pour la relance du secteur agricole permettra la prise en charge des préoccupations des fellahs, dont notamment l'attribution du foncier agricole».

Cette exploitation agricole s'étend sur une surface globale de 1 430 ha, exploités par 300 bénéficiaires.

La commune de Ourmes compte neuf périmètres agricoles totalisant une surface agricole globale de 5 750 ha, exploités par 1 630 fellahs, a-t-on expliqué à la délégation ministérielle.

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a, au terme, de sa tournée de travail dans la région, présidé une cérémonie de remise de 12 titres d'attribution des terres agricoles aux bénéficiaires dans le cadre de la mise en valeur parmi une centaine de titres prévue pour cette année.

Ces titres portent sur l'attribution d'une surface agricole globale de 500 ha délimités à travers six communes de la wilaya d'El Oued.

R. N.



Selon le ministre chargé des Relations avec le Parlement

# L'élection du nouveau président de l'APN «conforme» aux procédures légales

Le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, a confirmé hier, que le processus d'élection du nouveau président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb, était conforme «aux procédures légales».



Par Karima Nacer

**B**énéficiant du soutien de son parti, le Front de libération nationale (FLN), qui a présenté sa candidature, a été par la suite soutenu par les formations politiques de la majorité parlementaire (FLN, RND, MPA, TAJ, Indépendants). En plus de ce soutien de la majorité parlementaire, l'élection de Bouchareb est défendue par le ministre chargé des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda.

«Le processus d'élection du nouveau président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mouad Bouchareb était conforme aux procédures légales», indique-t-il.

«Le Parlement est une institution souveraine et les députés, qui

avaient auparavant élu M. Saïd Bouhadja, sont libres dans leur décision d'élire un nouveau président afin de garantir la pérennité du fonctionnement de cette institution dans le cadre de la pratique de la démocratie», fait remarquer Mahdjoub Bedda en marge d'une rencontre des anciens élus de la wilaya d'Alger, précisant que «l'élection du nouveau président de l'APN, Mouad Bouchareb, s'est déroulée conformément aux procédures légales». Bedda a indiqué que la reprise des travaux est annoncée pour aujourd'hui. «Jeudi l'APN a fonctionné normalement et les travaux reprendront aujourd'hui pour l'examen du projet de la Loi de finances (PLF) 2019 et son adoption dans les délais». Il appelle, à cet effet, à «l'encouragement et au soutien

du nouveau président de la chambre basse».

Pour rappel, le député du parti du Front de libération nationale, Mouad Bouchareb, avait été élu mercredi dernier à la majorité nouveau président de l'Assemblée populaire nationale (APN) en remplacement de Saïd Bouhadja. M. Bouchareb a été élu à main levée lors d'une séance plénière présidée par le député Hadj Laïb en sa qualité de doyen des membres de l'APN. Agé de 47 ans et élu de la wilaya de Sétif au titre de la 8<sup>ème</sup> législature, issue des élections législatives de mai 2017, M. Bouchareb était président du groupe parlementaire du FLN à la chambre basse du Parlement. Lors de la précédente législature, il occupait le poste de vice-président chargé des relations avec le

Conseil de la nation, le gouvernement et autres institutions constitutionnelles. Le successeur de Saïd Bouhadja à l'hémicycle Zighoud-Youcef a tenu, jeudi, une réunion avec les membres du bureau de l'APN dédiée au projet de la Loi de finances 2019. Cette réunion «a porté sur l'examen des voies et moyens nécessaires à l'examen du projet de la Loi de finances au titre de l'année 2019, dans les meilleures conditions réglementaires», annonçait un communiqué de l'APN. Le bureau de l'APN a, par ailleurs, soumis à la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés, la décision du Conseil constitutionnel datée du 1<sup>er</sup> octobre 2018, relative au remplacement d'un député.

K. N.

Pour dénoncer la gestion de l'APN  
Les députés du FFS gèlent leurs activités parlementaires

Par Rachid Chihab

Le groupe parlementaire du FFS a décidé de geler toutes ses activités en signe de protestation contre l'agissement des députés de la majorité.

«Les parlementaires du Front des forces socialistes se sont réunis, en marge de la conférence nationale des élus qui s'est tenue à Zéralda les 25, 26 et 27 octobre 2018, après concertation avec la direction nationale du parti, en vue de débattre de la situation prévalant à l'Assemblée populaire nationale. Vu le flou qui entoure la gestion de la crise de l'Assemblée populaire nationale, le groupe parlementaire du FFS suspend toutes ses activités au sein des instances de l'Assemblée», indique un communiqué de FFS rendu public hier, ajoutant : «Les députés du FFS se sont comportés avec la loi du fait accompli des institutions dont la légitimité est mise en cause, le groupe parlementaire du FFS s'est comporté avec elle comme une institution du fait accompli, illégitime dans toutes ses instances, y compris sa présidence».

Le député du FFS affirme que depuis le début de la mandature, le FFS s'est démarqué de l'ancien président de l'Assemblée, et se démarquera de l'actuel président, tous les deux illégitimes, mais s'est comporté comme un groupe parlementaire élu par le peuple, représentant du peuple et de ses préoccupations. «Le groupe parlementaire du FFS tient sa légitimité de ses électeurs, il n'est le résultat ni d'un quota ni de la fraude», affirme la même source.

R. C.

Ils refusent d'étudier la langue arabe

## Appel du RND aux lycéens protestataires de Tizi Ouzou

**L**e porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), Seddik Chihab, a dénoncé hier à Tizi Ouzou «ceux qui veulent faire de l'Algérie un champ de bataille», faisant allusion, sans les citer, aux dernières interpellations de journalistes.

Le même responsable qui s'exprimait à l'ouverture d'un conseil de wilaya élargi du RND, a observé que la liberté d'expression qui est indissociable de la démocratie est un impératif pour enraceriner davantage la démocratie. «Toutefois, tout en respectant les différents organes de presse, il y a lieu d'avoir un esprit de discernement et de dénoncer ceux qui veulent faire de l'Algérie un champ de bataille», a-t-il insisté.

«Nous en avons assez des

batailles qui nous ont coûté très cher», a-t-il dit, en rappelant notamment que le recouvrement de l'indépendance nationale a coûté à l'Algérie un million et demi de martyrs tombés au champ d'honneur et que le coût de la construction de la démocratie a été de 200 000 morts et plus de 50 milliards de dollars de dégâts.

Selon Seddik Chihab, «il faut tirer des conclusions de toutes ces pertes et agir autrement et avec intelligence pour le parachèvement du processus de construction démocratique en alliant les deux concepts que le Président de la République a suggéré aux Algériens et qui sont la Réconciliation nationale et le vivre-ensemble afin de construire une société homogène et solidaire avec une démocratie apaisée».

La construction d'une société homogène et unie et d'un Etat riche de sa diversité culturelle a été consolidée par la constitutionnalisation de tamazight, langue nationale et officielle, a ajouté le même responsable, qui a saisi l'occasion pour lancer un appel du RND aux lycéens et collégiens de la wilaya de Tizi Ouzou qui protestent depuis plus d'une semaine contre l'enseignement de la langue arabe en réaction à de parents d'élèves d'autres wilayas qui refusent que leurs enfants étudient le tamazight, a faire preuve de «vigilance et d'intelligence pour échapper à la manipulation».

«Lorsqu'il y a de la surenchère, il y a de la manipulation et de l'échec et ne nous nous voulons pas que la constitutionnalisation de tamazight soit un élément de

divergence ou d'échec, mais un élément rassembleur et de réussite», a-t-il soutenu, observant que la promotion de tamazight doit se faire dans le calme.

S'adressant aux élèves qui protestent, il a affirmé que ces derniers «doivent comprendre la portée de la constitutionnalisation de tamazight et veiller à ce que cela se fasse dans le calme et la sérénité», observant que «rejeter un autre élément de notre identité nationale risque de nous conduire à une confrontation qui fera le bonheur des ennemis de l'Algérie». Rendant hommage aux militants qui ont lutté pour la reconnaissance officielle de tamazight et à Tizi Ouzou, une wilaya «active et dynamique, qui est la locomotive de la démocratie en Algérie», il a

lancé un appel à faire de la diversité culturelle du pays une richesse pour construire un Etat fort et un pays qui pèsera sur la scène internationale. Lors de cette rencontre, le porte-parole du RND a réitéré l'appel de son parti au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour se représenter aux élections présidentielles de 2019, expliquant que cette position de son parti est un choix «bien réfléchi et délibéré dans l'intérêt de l'Etat, de l'Algérie, de sa stabilité et de son unité».

Les travaux du conseil de wilaya de Tizi Ouzou se sont terminés par la lecture d'une motion de soutien et d'un appel du bureau de wilaya du RND à Tizi Ouzou, au président de la République à se présenter aux élections du printemps 2019.

Reda A.



Persistances des tensions sur l'emploi

# Entre urgences et vraies solutions

**Le chiffre du chômage se situe, officiellement et selon les résultats rendus publics en avril 2018, à 11,1 % de la population active, soit environ 2 millions de personnes sans emploi.**



Par Saâd Taferka

**Q**ue les estimations de l'Office national des statistiques (ONS) soient relativisées ou remises en cause par des experts nationaux ou des bureaux d'études - un phénomène qui ne date pas d'aujourd'hui, mais remonte aux années fastes de l'aisance financière -, le fait ne change pas grand-chose par rapport aux défis de l'emploi qui restent à être relevés par l'économie algérienne, laquelle peine à instaurer une dynamique et des mécanismes bien huilés par lesquels les perspectives de l'emploi s'ouvrent et dessinent des perspectives favorables. La donne actuelle est faite d'un «stand-by» d'une économie qui subit encore le choc de la chute des recettes extérieures - entamée en juillet 2014 - et ce, malgré la remontée du prix du baril de pétrole, atteignant ces dernières semaines plus de 80 dollars.

C'est que la crise financière a tracé pour tout le monde - pouvoirs publics, entreprises, syndicats, patrons, salariés, chômeurs...etc - les limites exactes de la marge de manœuvre de l'économie nationale et de ses retards en matière de production, d'organisations, d'innovation et, partant, de création de nouveaux emplois. Les symptômes les plus saillants de la crise ont été d'abord ressentis à ce niveau-là, c'est-à-dire l'emploi et le pouvoir d'achat, qui ont incontestablement subi des coupes, sans doute mal rendues dans leurs détails rendues par les statistiques agrégées et les bilans des différents secteurs d'activité.

La nouvelle réalité démographique du pays - avec une population de 43 millions d'habitants et une croissance annuelle faite de plus d'un million de naissances vivantes - se signale, en ce moment de grandes interrogations sur la croissance économique du pays, par un net nouveau «baby-boom», après le répit connu pendant les années 1985-1999. La tendance à la progression se confirme d'une manière éclatante. Le constat d'une telle évolution se fait en pleine pression sur le pouvoir d'achat des Algériens. En effet, certaines estimations établissent que plus de 60% du revenu des Algériens est consacré à l'alimentation. Ce qui constitue une régres-

sion dans l'équilibre du budget familial qui, il y a quatre ans, voyait 42% de son montant aller pour les produits alimentaires; un taux jugé déjà important. Avec une telle tendance, l'on commence à peine à détecter les conséquences «sournoises» de la crise économique dans laquelle est entré le pays depuis l'été 2014 avec le recul des recettes extérieures.

Le revenu moyen en Algérie est de 30 à 35 000 DA/mois. Actuellement, on estime que le salaire moyen pour une famille de cinq personnes n'assurerait que 20 jours de consommation, avec toutes les restrictions sur les dépenses de la santé, de la culture et des loisirs. Il s'ensuit que les 10 jours restants, sont couverts généralement par des crédits auprès des épiciers de quartier. Une telle situation nous renvoie paradoxalement à celle du milieu des années 1990, lorsque l'Algérie subissait l'austérité imposée par le plan d'ajustement structurel. La couverture des consommations par des crédits crée généralement un effet d'accumulation qui finit par exploser à la figure du débiteur pris en flagrant délit de «cessation de paiement». Ce qui conduit à des déchirements et tiraillements dans les foyers et les ménages et à des conflits au sein des quartiers, des cités et des villages

## Une part de la paix sociale à assurer

Ce n'est nullement par hasard que lors des examens de validation des projets d'investissements au niveau du guichet unique de l'Agence nationale du développement des investissements (Andi) ou de l'ancien Calpiref qui se tenait au niveau des wilayas, les premières questions et les priorités en matière de critères de validation vont vers la création d'emplois. Un emploi créé, c'est une famille sauvée, avec plusieurs bouches à nourrir, des enfants à vêtir, soigner et scolariser; c'est une portion soustraite au volume de la violence sociale et de la délinquance juvénile. Bref, c'est une part de la paix sociale qui est assurée.

C'est pourquoi, les autorités politiques du pays, le gouvernement, les institutions

administratives, les partis politiques et le monde associatif ne jurent, dans le menu quotidien de leurs activités, que par l'emploi. Il était arrivé que des programmes soient parfois concoctés dans la précipitation et l'urgence pour satisfaire, un tant soit peu, une demande pressante, urgente, voire menaçante. Oui, à l'exemple des menaces d'immolation par le feu - dont certaines ont été exécutées - par lesquelles une partie de la jeunesse entend exprimer son désarroi. S'agissant des autres formes de protestations contre le phénomène du chômage chronique, il n'est nullement utile de s'arrêter sur les barricades, les marches, les fermetures de certaines institutions (mairie, daïra) et la menace de faire exploser les citernes de carburants dans la région de Ouargla et Hassi Messaoud par des jeunes qui prennent place, briquet en main, sur le toit de ces véhicules.

Il serait apparemment paradoxal de s'attendre à ce que, dans le contexte actuel, l'appareil économique national réalise des prouesses en matière de création d'emplois qu'il n'a pas pu réaliser à l'ombre de l'aisance financière. Néanmoins, le paradoxe n'est qu'apparent, car c'est dans le contexte de crise - crise dont il faut situer l'origine principale, à savoir la mono-exportation en hydrocarbures - que les entreprises cherchent à investir les créneaux vierges, et Dieu sait qu'il y en a en grande quantité. Ce sont des créneaux liés à l'agroalimentaire, aux services, au tourisme, à l'artisanat, aux industries de transformation, tous créateurs de richesses et d'emplois. Et l'on sait bien que, dans la phase que traverse actuellement le pays, le pari pour une vie décente se pose, aussi bien en termes de pouvoir d'achat, que d'emploi stable.

En effet, malgré la stabilité macroéconomique, acquise à la fin des années 1990 au prix d'un considérable sacrifice social - le Plan d'ajustement structurel (PAS) du FMI était passé par là -, et abstraction faite des réserves de changes issues des recettes pétrolières, qui continuent à être rognées par les efforts de résorption du déficit budgétaire -, l'on ne peut fermer les yeux sur un principe sans lequel la justice sociale serait

un vain mot : la paix sociale se négocie par une équitable distribution des richesses, un rythme soutenu de création d'emplois et une lutte sans merci contre l'économie informelle, la corruption, la fraude fiscale et les autres travers qui prennent en otage l'idée même d'un bien-être social et économique partagé.

La question de l'emploi demeure le nœud gordien dans tous les programmes de développement conçus et mis en œuvre par les pouvoirs publics. Il ne peut en être autrement dans un pays dont une grande partie de la jeunesse est, soit au chômage, soit dans une situation de stand-by, sur les bancs des écoles, des centres de formation et des universités (soit quelque 11 millions de personnes de moins de 25 ans). Cette dernière situation est loin de les prémunir, une fois diplômés, contre le phénomène de chômage

## L'investissement productif, seule voie de salut

Certes, les programmes publics d'investissement mis en œuvre depuis le début des années 2000 ont créé des centaines de milliers d'emplois. Cependant, une certaine fragilité les caractérise du fait que ce sont, pour une grande partie, des emplois temporaires sur des chantiers de construction. C'est une fois que ces infrastructures - autoroutes, routes, chemins de fer, barrages hydrauliques, stations de dessalement de l'eau, nouvelles centrales électriques...etc - deviennent en état d'exploitation et de fonctionnalité qu'elles pourront générer des emplois permanents du fait des investissements privés - nationaux ou étrangers - qui viendront s'y greffer.

Dans différentes occasions - journées d'études, débats entre syndicalistes, séminaires patronaux ou organisés par le Conseil national économique et social (Cnes), des problématiques inhérentes à l'emploi et à la formation ont examinées et analysées, à l'exemple du marché de l'emploi, avec ses nouvelles perspectives, du système éducatif et de ses effets sur le développement, de la formation professionnelle et de sa contribution à l'insertion des jeunes dans la vie active, des mécanismes, la promotion de l'entreprises...etc. On sort presque toujours avec ce constat que les dispositifs sociaux d'emploi, financés sur les fonds publics, faussent quelque peu les chiffres de l'emploi. D'ailleurs, dès le début d'apparition des premiers effets de la crise financière, le système de préemploi, sous toutes ses formes, a subi une nette décoloration. Le ministère du Travail avait même tenté de «dégraisser» les rangs de ceux qui y émargeaient déjà inscrits depuis plusieurs années, en «traquant» en priorité ceux qui, parallèlement à l'exercice d'une fonction de préemploi, poursuivaient des études à l'université. On en est venu après à ne pas renouveler les contrats de ceux qui ont épuisé le délai mentionné dans le contrat. Cette mobilité avait créé un certain cafouillage dans la maîtrise des chiffres du chômage.

En tout état de cause, même si les dispositifs sociaux d'emploi, y compris les micro-entreprises créées dans le cadre du montage financier de l'Ansej, de l'Angem ou de la Cnac, continuent à soutenir l'emploi, les vrais emplois attendus par les jeunes chômeurs, sont ceux censés être générés par les nouveaux investissements productifs réalisés par des nationaux ou des par des partenaires étrangers. Le nouveau Code des investissements, promulgué en 2016, constitue une avancée pour la facilitation de l'acte d'investir; mais, sur le terrain, les choses demeurent toujours complexes, ce que nombre de partenaires étrangers de l'Algérie n'ont pas manqué de relever au cours de ces derniers mois, appelant à un assainissement profond du climat d'investissement dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

Algérie-Mauritanie

# Zone franche de Nouadhibou, une porte vers l'Afrique

**Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé, lors de sa visite à la Zone franche de Nouadhibou (ZFN), que celle-ci figure parmi les mécanismes à même d'impulser les relations économiques entre les deux pays.**



**S'**exprimant lors d'une visite d'inspection effectuée jeudi, en compagnie du président de la ZFN, M. Mohamed Ould Daf, à plusieurs centres vitaux et structures industrielles et de production, M. Djellab a précisé que cette visite était l'opportunité de s'enquérir des potentialités offertes à l'investissement et au partenariat entre les opérateurs des deux pays.

Etaient présents à cette visite, l'ambassadeur algérien en Mauritanie et une importante délégation composée de responsables de la zone et d'hommes d'affaires des deux pays.

Pour M. Djellab, «tous les mécanismes sont réunis pour impulser la coopération économique bilatérale», d'autant que la zone franche dispose d'un réseau routier qui s'étend vers plusieurs pays africains, qui lui sert de plate-forme logistique pour la commercialisation des marchandises.

Il faut élaborer une étude sur

tous les mécanismes disponibles au niveau de la ZFN et du poste frontalier, en vue de favoriser la compétitivité des produits algériens et l'investissement de manière à investir le marché de l'Afrique de l'Ouest, a-t-il estimé.

Les discussions avec les responsables mauritaniens ont mis en exergue l'intégration économique et les importantes potentialités existantes en matière de coopération bilatérale, a-t-il ajouté.

«Nous oeuvrons aujourd'hui dans un cadre légal et législatif à ajuster ces mécanismes et amorcer un départ prometteur», a-t-il dit, soulignant qu'il faut oeuvrer d'arrache-pied à concrétiser ces aspirations.

Concernant les investissements touristiques dans la ZFN, le ministre a déclaré que les opérateurs avaient pris connaissance des opportunités offertes dans le domaine du tourisme, notamment des industries manufacturières, ajoutant que le conseil d'affaires algéro-mauritanien procèdera à la coordination des efforts à cet

effet. L'autorité de la zone franche compte construire un nouveau port à vocation commerciale, en attendant l'aménagement de l'ancien port destiné à la pêche. Ces ports vont relier la ZFN au Mali, Burkina Faso, Niger, Sénégal et à d'autres pays.

La ZFN offre de meilleures conditions aux pratiques commerciales, tant fiscales, que douanières, outre les prestations portuaires, routières et électriques. Pour sa part, le président de la ZFN a indiqué que cette visite intervenait en consécration de la décision des deux gouvernements frères relative à l'ouverture du poste frontalier pour la promotion de la coopération bilatérale. L'intégration économique entre les deux pays peut être consolidée, à travers l'exportation d'importants produits halieutiques à partir de Nouadhibou vers le marché algérien, a souligné M. Ould Daf, ajoutant que la zone aspire à attirer les investissements algériens en matière de petites et moyennes industries

manufacturières.

Ces investissements peuvent prospérer au sein du marché de Nouadhibou, qui constitue un marché local et une plate-forme pour réexporter les produits vers les marchés proches de la Mauritanie dont ceux ne disposant pas d'accès maritime comme le Mali, le Burkina Faso, le Sénégal et le Niger.

Résidant en Mauritanie depuis 17 ans et premier opérateur économique algérien agréé par l'autorité de Nouadhibou à investir dans la zone franche, M. Hocine Chaoui a dit que les opportunités qui s'offrent aux opérateurs algériens sont motivantes et prometteuses, appelant les opérateurs algériens à s'engager dans l'exportation vers le marché africain.

M. Djellab et la délégation l'accompagnant ont visité le siège de la société nationale industrielle et minière de Mauritanie à Nouadhibou, la société sidérurgique de Mauritanie et le port de Nouadhibou.

Ghani I.

## PIB Une croissance de 0,7% au 2ème trimestre

La croissance globale du Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,7% au 2ème trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Cependant, la croissance du secteur des hydrocarbures s'est caractérisée par une baisse de 8,2% au 2ème trimestre 2018 comparativement à la même période de 2017.

Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 2,8% au cours du 2ème trimestre de cette année par rapport à la même période de 2017.

Pour l'ONS, la croissance du PIB hors hydrocarbures reste "appréciable", tirée essentiellement par le secteur agricole.

En effet, le secteur agricole a enregistré une performance soutenue de 8,9% durant le 2ème trimestre 2018 contre 0,7% au 2ème trimestre 2017.

D'autres secteurs ont également participé à cette performance du PIB hors hydrocarbures. Il s'agit, en premier lieu, du secteur du Bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH y compris services et travaux publics pétroliers) qui a réalisé une croissance de 3%.

Une croissance positive a également concerné les secteurs de l'industrie (+2,1%), des services marchands (+2,6%) et des services non marchands (+1,7%), détaille l'Office.

Les Services Marchands sont les Transports et communications, le Commerce, les Services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les Hôtels-Cafés-Restaurants.

Quant aux Services Non Marchands, ils concernent les Affaires immobilières, les Services financiers et les Administrations publiques.

En valeurs courantes, le PIB du 2ème trimestre 2018 a connu une croissance importante de 9,3% par rapport à la même période de l'année dernière.

Dans ce sens, la hausse du niveau général des prix au 2ème trimestre 2018 a été de 8,6% contre 3,5% pour la même période de l'année précédente. Cette hausse du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures.

Asma A.

Conseil d'affaires algéro-mauritanien

## Assouplir les procédures financières et adopter le troc

**L**e conseil d'affaires algéro-mauritanien a recommandé, vendredi à Nouakchott, l'ouverture de succursales bancaires algériennes en Mauritanie et des banques mauritaniennes en Algérie et de recourir au troc dans les transactions commerciales entre les deux pays.

Ces investissements qui visent à «diversifier les modes de paiement», assoupliront les procédures de transfert de fonds et les opérations de paiement ce qui augmentera le volume des investissements et d'échanges commerciaux dans plusieurs domaines à l'image de l'agroalimentaire, l'agriculture, la pharmacie, les travaux publics, les énergies renouvelables et les industries mécaniques et électroniques.

Le conseil a également recom-

mandé l'examen d'une méthode efficace permettant la conclusion d'un accord commercial préférentiel entre les deux pays, un accord qui tiendra compte des intérêts des deux pays avec la création d'une commission ad-hoc à cet effet. Lors d'une réunion présidée par M. Mohamed Lafdal Betah, vice-président de l'union nationale du patronat mauritanien (Unpm) du côté mauritanien, et M. Youcef El Ghazi, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Béchar, du côté algérien, les deux parties ont exprimé leur disponibilité à surmonter les obstacles et à exploiter toutes les potentialités et opportunités disponibles pour l'investissement tant en Algérie qu'en Mauritanie.

Ils ont convenu, à ce propos, de tenir la troisième session du

conseil d'affaires algéro-mauritanien à Alger au cours du premier semestre 2019. Il a été question également de la création d'un bureau exécutif par la partie mauritanienne sous la présidence de l'Unpm et un autre par la partie algérienne sous la présidence de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, dont la mission consiste à oeuvrer à la concrétisation de toutes les recommandations issues des réunions communes du Conseil. Dans ce cadre, le nombre des membres chargés du suivi des différents investissements a été revu à la hausse, soit 33 membres contre 15 l'année dernière et ce, au vu du rôle important du conseil d'affaires en matière de suivi d'accords et des contrats de partenariat conclus. Les deux parties ont

appelé, en outre, les différentes entreprises et les hommes d'affaires des deux pays à participer dans les manifestations économiques et à l'intensification du partenariat dans le cadre gagnant-gagnant. Dans le domaine du numérique et de l'informatique, les membres du conseil ont convenu de créer une base de données commune permettant aux deux parties d'avoir une meilleure visibilité. Cette base de données devra informer les gouvernements des deux pays des préoccupations formulées par les opérateurs économiques.

Il a été décidé également la création d'un portail électronique mauritano-algérien qui servira de base de données commune permettant aux membres du conseil de rester en contact permanent.

A cette occasion, les deux parties ont évoqué les efforts consentis dans le but de booster les échanges commerciaux et renforcer les voies et moyens de la coopération, citant, à ce titre, l'ouverture du passage frontalier, Mostéfa Ben Boulaïd pour jeter les ponts de la coopération économique et relancer le commerce entre les deux pays.

A rappeler que la 2<sup>ème</sup> session du conseil d'affaires algéro-mauritanien, clôturée ce vendredi, a vu la participation d'un nombre important d'hommes d'affaires des deux pays.

Cette session du Conseil d'affaires algéro-mauritanien intervient en marge de l'ouverture de la Foire des produits algériens qui se tient à Nouakchott jusqu'au 29 octobre en cours.

R. E.



Tizi-Ouzou

# Plus de 13.000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse



**Plus de 13.000 bovins du cheptel de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse, depuis le lancement de la campagne de vaccination le 8 octobre courant, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Dr. Maïdi Nourredine.**

La wilaya de Tizi-Ouzou a reçu un quota de 60 000 doses de vaccins anti-aphteux pour faire face à cette maladie animale et stopper sa propagation et prévenir la contamination d'autres bovins, a indiqué ce même responsable qui a indiqué que le nombre de foyers déclarés au niveau de la wilaya est de 13 répartis sur 11 communes.

Cette campagne de vaccination est prise en charge par 32 vétérinaires privés, mandatés pour prendre en charge le cheptel de 42 communes de la wilaya et la vaccination du cheptel du reste des localités au nombre 25, est confiée à des vétérinaires du secteur

public, a ajouté le Dr. Maïdi.

Il a observé que parallèlement à cette opération anti-aphteuse, une vaccination du cheptel contre la rage est aussi assurée par ces vétérinaires, la wilaya ayant reçu un total de 42 500 doses à cet effet.

Depuis l'apparition l'été dernier, du premier foyer dans la localité de Mekla avec 9 animaux contaminés, la maladie n'ayant touché jusqu'à présent que les bovins, des mesures ont été prises pour éviter la circulation du virus dont un arrêté du wali portant interdiction de déplacement des animaux et fermeture des marchés de bétail, les animaux ne pouvant être déplacés que de l'étable vers l'abattoir, a-t-on indiqué de même source.

L'inspecteur vétérinaire de wilaya a souligné que le nombre total de cas de fièvre aphteuse déclarés au niveau de la wilaya depuis l'apparition de cette maladie est de 85 dont 56 bovins ont été concernés par l'abattage sanitaire. S'agissant des cas de mortalité enregistrés, il a rappelé que ces cas ne sont pas pris en charge dans le cadre du remboursement qui ne concerne que les bovins ayant subi un abattage sanitaire ajoutant que cette opération d'abattage est arrêtée depuis le lancement de la campagne de vaccination.

Dr. Maïdi a invité les éleveurs à observer avec rigueur, les consignes et mesures de prévention sanitaires qui leur

ont été donnés par les services de l'inspection vétérinaire et de la direction de services agricoles (DSA) au titre de campagne de proximité lancée depuis l'apparition de cette maladie, pour arrêter la propagation du virus

Il s'agit entre autres consignes de la désinfection des exploitations touchées, éviter la fréquentation des marchés de bétails, ne pas acheter du foin de n'importe où sans connaître son origine, éviter la pénétration d'étrangers à l'intérieur de l'exploitation, réserver une tenue propre à l'exploitation pour les intervenants (inséminateurs, éleveurs, vétérinaires).

Il est aussi demandé aux éleveurs de réserver un espace spéciale à l'extérieur de l'exploitation aux collecteurs de lait afin d'éviter que ces derniers transportent le virus, et mettre en place des bassins de désinfection pour désinfecter les chaussures et les véhicules à l'entrée des exploitations.

Ce même responsable a précisé que la fièvre aphteuse est une maladie purement animale est n'est pas une zoonose transmissible à l'homme. Il n'y a donc aucune crainte à consommer les viandes rouges et produits laitiers. soulignant que cette maladie quand elle ne tue pas l'animal, mais cause des pertes économiques en engendrant des chutes de production que ce soit en lait ou en viande.

T. Y.

## Constantine Démolition d'habitations achevées

■ Pas moins de 13 habitations achevées et 24 fondations en béton, érigées sans permis de construire ont été démolies dans à Ain El Bey, dans la commune d'El Khroub (Constantine), a-t-on constaté.

Dans une déclaration à l'APS, Sadek Sebba, chef de la daïra d'El Khroub, a affirmé jeudi que l'opération, lancée aujourd'hui, a nécessité la mobilisation près de 50 agents et plus de 10 engins appartenant à des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, aux services de la commune et à plusieurs secteurs publics.

Le même responsable a également précisé que cette opération s'inscrit dans la perspective de mettre un terme à toute forme d'atteinte aux biens de l'Etat, et de préserver le cachet architectural de la daïra d'El Khroub, rappelant que la construction d'habitations sans permis de construire, octroyés par les services compétents, se traduit par une absence de contrôle technique par les services concernés, ce qui risque de provoquer des pertes matérielles et humaines en cas de catastrophe naturelle et de dangers majeurs.

La même source a fait savoir, en outre, que la démolition s'est déroulée dans des conditions «normales», en coordination avec la Société de distribution d'électricité et de gaz «Sonelgaz», les services de la Seaco ainsi que ceux de la protection civile et de la gendarmerie nationale.

Pour rappel, le wali de Constantine, Abdessamie Saidoune, avait précédemment affirmé à l'APS, que deux opérations de démolition de constructions illicites sont prévus au niveau de deux régions de la wilaya. Il est à noter que lundi dernier, pas moins de 62 constructions réalisées sans permis de construire ont été démolies dans le quartier El Berda, sur les hauteurs de Constantine, comme première étape des opérations de démolition des habitations illicites.

Bilal L.

## El Tarf Raccordement de sites ruraux au réseau de gaz naturel

■ Pas moins de 161 sites groupés d'habitations ruraux localisés dans différentes communes de la wilaya frontalière d'El Tarf seront raccordés «avant le mois de ramadhan prochain» au réseau de gaz naturel, a indiqué jeudi le wali, Mohamed Belkateb.

Les travaux de raccordement, lancés dans 85 sites sur les 161 ciblés, se poursuivent «à un rythme soutenu» et affichent un taux d'avancement de 52%, a précisé le même responsable, citant, entre autres sites, ceux localisés dans les communes de Dréan, Chebata Mokhtar, Bougous, Zerizer et Asfour.

S'inscrivant dans le cadre du programme de mise à niveau dont a bénéficié récemment la wilaya, cette opération cible près de 11.000 familles qui profiteront «avant le printemps prochain, au plus tard» de cette précieuse énergie pour laquelle une enveloppe financière de plus 248 millions de dinars a été mobilisée, a soutenu le chef de l'exécutif local lors d'une rencontre avec les représentants de la presse.

En plus du raccordement au réseau de gaz de ville, ces groupements ruraux, au profit desquels plus de 1,5 milliard de dinars a été retenu pour leur alimentation en électricité, bénéficieront également de divers autres travaux (réseaux d'assainissement, routes, éclairage public...) pour leur mise à niveau, a-t-il dit.

Evoquant l'impact de ces projets sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens, Mohamed Belkateb a affirmé qu'un ambitieux programme valorisant l'investissement et créateur de richesse et d'emplois «sera prochainement mis en place» en faveur des zones frontalières de la wilaya d'El Tarf.

Ces projets d'investissement sont appelés à désenclaver, redynamiser et valoriser le potentiel existant dans les régions frontalières de la wilaya.

M. T.

Parc "Prise d'eau" d'El Harrach

## Grande affluence des visiteurs durant la saison estivale

Le parc «Prise d'eau» situé à El Harrach (Alger) a connu, durant la saison estivale de 2018, une forte affluence de familles dont le nombre avait dépassé 160.000 visiteurs, a indiqué jeudi le responsable du site Ilyes Annak.

Dans une déclaration à l'APS, M. Annak a précisé que le Parc «Prise d'eau» d'El Harrach relevant de l'Office des parcs des Sports et des Loisirs d'Alger (OPLA) avait connu, l'été passé, une forte affluence de familles en quête de détente, à raison de 1800 visiteurs/jour, dépassant ainsi le chiffre de 160.000 visiteurs durant la saison

estivale de 2018. Ce site, a-t-il ajouté, attire un nombre important de familles algéroises, notamment pendant le mois sacré qui a connu une affluence record.

Le responsable a affirmé, par ailleurs, que ce parc était la destination prisée d'un grand nombre de jeunes professionnels dans différentes pratiques sportives, faisant cas de six (6) stades en cours de réalisation et d'une aire de jeux pour enfants.

Dans ce contexte, M. Annak a exprimé son souhait de voir le parc «Prise d'eau» se doter de plus d'aires de jeux et de loisirs pour enfants ainsi que des fast-food.

Le responsable de ce parc situé à El Harrach a fait de plus de quarante (40) agents travaillant par brigade pour garantir la sécurité des familles, indiquant par la même que d'autres agents avaient été mobilisés pour assurer le nettoyage régulier de ce parc. Les habitués de la «Prise d'eau» ont mis en valeur les efforts consentis par la wilaya d'Alger qui a fait de ce site un espace familial «par excellence», exprimant leur souhait de voir les travaux de réalisation des stades fins prêts pour les livrer dans les meilleurs délais.

T. F.



# CONFLITS ►►

Afghanistan

## Vote à Kandahar, une semaine après le reste du pays

Les bureaux de vote ont ouvert hier dans une province du sud de l'Afghanistan où les élections législatives, organisées la semaine dernière dans le pays, avaient été reportées après l'assassinat par les taliban d'un puissant chef de la police locale.



Plus de 500 000 électeurs sont attendus aux urnes au péril de leur vie dans la province de Kandahar, la plus grande du pays et berceau des talibans.

Le vote à Kandahar avait été repoussé d'une semaine après l'as-

sassinat, le 18 octobre du controversé, mais respecté chef provincial de la police, le général Abdul Raziq, homme fort anti-taliban considéré comme un rempart contre l'insurrection dans le sud.

Le chef des services secrets de la province et un journaliste de

la télévision afghane avaient également été tués par un taliban «infiltré», engagé comme garde du corps du gouverneur de la province. 13 personnes avaient été blessées, dont un général de brigade américain.

Le général Scott Miller, com-

mandant en chef de l'armée américaine et de l'Otan en Afghanistan, présent au moment de l'attaque, s'en était sorti indemne.

La sécurité a été renforcée pour le vote, le trafic routier a été suspendu dans la ville, a constaté un correspondant de l'AFP. «Nous voulons voter et le ferons même au risque de notre vie», a assuré auprès de l'AFP Samiullah, un électeur de la ville de Kandahar.

Mais de longues files d'électeurs se sont formées dès 07h00 heure locale (02h30 GMT), les bureaux de vote ayant ouvert avec deux heures de retard.

Les dysfonctionnements enregistrés le week-end dernier semblaient se répéter malgré les vives critiques émises contre la Commission électorale indépendante (CEI), qui organise le scrutin.

L'absence d'assesseurs, de liste électorale, de terminaux biométriques (imposés à la dernière minute) ou de personnel sachant les manipuler avait entraîné de longues files d'attente dans tout le pays et reporté le vote d'une journée dans plus de 250 bureaux.

«Nous sommes parfaitement prêts» (hier), avait pourtant assuré le porte-parole adjoint de la CEI, Kobra Rezaei.

A l'issue de ce vote, la CEI publiera les chiffres définitifs sur la participation nationale. Selon elle, près de quatre millions de personnes ont voté le week-end dernier en dépit de nombreuses attaques perpétrées contre les électeurs.

Environ 300 personnes avaient été tuées ou blessées samedi dernier en marge du vote, selon un comptage de l'AFP. Un bilan quatre fois plus élevé que celui communiqué par les autorités afghanes, qui sont soupçonnées d'avoir délibérément sous-estimé les violences pour ne pas effrayer les électeurs.

Les taliban et le groupe Etat islamique avaient de longue date promis des attentats le jour du vote.

APS

AFP

Yémen

## Un civil est tué toutes les trois heures

Au Yémen, un civil est tué toutes les trois heures, a indiqué Oxfam vendredi, appelant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Etats européens à suspendre les ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, qui intervient dans ce pays depuis 2015 à la tête d'une coalition militaire.

«Un civil a été tué toutes les trois heures dans les combats au Yémen depuis début août et de nombreux autres succombent à la maladie et à la faim», affirme l'ONG dans un communiqué.

Disant se baser sur des informations collectées par le Civilian Impact Monitoring Project, lié au réseau Global Protection Cluster de l'ONU, Oxfam souligne que 575 civils, dont 136 enfants, ont été tués entre le 1<sup>er</sup> août et le 15 octobre.

«Oxfam appelle la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et d'autres gouvernements à suspendre les ventes d'armes aux Saoudiens». Selon le communiqué de l'ONG.

L'Arabie saoudite intervient depuis trois ans au Yémen à la tête d'une coalition militaire comprenant notamment les Emirats arabes unis pour soutenir les forces gouvernementales face aux membres du parti Ansarullah ( Houthis).

Le conflit a fait selon l'ONU quelque 10 000 morts - des ONG de défense des droits humains estimant que le bilan serait cinq fois plus important -, en majorité des civils, et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

Dans ce pays pauvre de la péninsule arabique, dont 75% de la population dépend de l'aide humanitaire, 14 millions de civils sont menacés par la famine, d'après les Nations unies.

Suite au scandale suscité par le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie Saoudite à Istanbul, des appels à suspendre les ventes d'armes à Riyad ont été lancés par des organisations humanitaires et des ONG de défense des droits humains.

R. I.

## Cinq morts dans un attentat à la voiture piégée

Au moins cinq personnes ont trouvé la mort hier dans un attentat à la voiture piégée contre des policiers et des ouvriers dans le centre de l'Afghanistan, ont rapporté des médias, citant des sources officielles.

Revendiquée aussitôt par les taliban, l'explosion a également blessé 12 personnes à Maidan Shar, capitale de la province de Wardak, a indiqué le porte-parole de la police provinciale, Hekmatullah Durrani, cité par l'AFP.

L'explosion est survenue lorsqu'un autobus transportant des policiers entraînait dans une caserne. Deux

policiers et trois ouvriers font partie des victimes. Les blessés sont tous des ouvriers, selon le responsable.

Le porte-parole du gouverneur de la province, Abdul Rahman Mangal, a quant à lui fait état de six morts. Vendredi, l'armée de l'air afghane a bombardé plusieurs positions des talibans dans la province de Kandahar, où se déroule le scrutin législatif, une semaine après le reste du pays.

«56 taliban ont été tués», a indiqué Badshah Khan, chef de la police du district de Shah Wali Kot.

Syrie

## Sept civils tués dans des bombardements du régime à Idleb

Sept civils ont été tués vendredi dans des bombardements du régime syrien contre la province d'Idleb, le bilan le plus élevé depuis l'entrée en vigueur d'un accord russo-turc devant éviter un assaut du régime contre cette région du nord-ouest de la Syrie en guerre.

Trois enfants figurent parmi les personnes tuées dans un village de ce dernier grand bastion insurgé de Syrie, situé dans le nord-ouest du pays, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

La Russie, allié du régime de Bachar al-Assad, et la Turquie,

soutien des rebelles, avaient convenu le 17 septembre à Sochi (Russie) de l'établissement d'une «zone démilitarisée» dans la région d'Idleb.

Cette zone tampon a pour objectif de séparer les secteurs sous contrôle du régime de ceux encore tenus par rebelles ou jihadistes, pour éviter une offensive de l'armée, qui risquerait selon l'ONU de provoquer une «catastrophe humanitaire».

Le groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), issu de l'ex-branche syrienne d'Al Qaïda, contrôle la majeure partie des secteurs de la région qui échappent au contrôle

du régime. Les bombardements meurtriers de vendredi ont touché le village d'Al-Rifa, sous le contrôle de HTS, dans le sud-est de la province d'Idleb.

Dans la province voisine d'Alep, des affrontements ont opposé combattants du régime aux rebelles aux abords ouest de la ville d'Alep, a indiqué l'Osdh.

En vertu de l'accord de Sochi, les jihadistes devaient se retirer de la zone démilitarisée prévue, mais cela n'avait pas eu lieu à la date du 15 octobre fixée à cet effet. Les bombardements sporadiques qui ont lieu depuis ont connu une importante escalade mercredi soir.

Les bombardements des forces gouvernementales ont tué une fillette à Kafr Hamra, une localité de la province d'Alep située dans la zone tampon envisagée, a indiqué l'Osdh.

Des tirs de roquettes de jihadistes mais aussi de rebelles soutenus par la Turquie ont touché la ville septentrionale d'Alep, faisant 10 blessés. La Russie et la Turquie ont affirmé que l'accord était toujours en vigueur en dépit de l'expiration du délai fixé pour le retrait des insurgés.

Les dirigeants des deux pays doivent rencontrer leurs homologues français et allemand à l'oc-

casation d'un sommet sur la Syrie prévu samedi à Istanbul.

Le régime syrien insiste sur le fait que l'accord sur la zone tampon est provisoire et qu'Idleb reviendrait éventuellement sous contrôle gouvernemental.

Vendredi, le représentant syrien à l'ONU Bachar Jaafari, l'a encore répété dans des déclarations reproduites par l'agence de presse officielle Sana.

«Cela est normal que l'Etat syrien combatte le terrorisme à Idleb pour débarrasser ses habitants du terrorisme, et y étendre sa souveraineté», a-t-il affirmé.

AFP





Centrafrique

# Destitution du président de l'Assemblée nationale

**Le président de l'Assemblée nationale centrafricaine Karim Meckassoua a été destitué vendredi soir par les députés, ce qui a entraîné des tirs dans sa circonscription, le quartier PK5 de Bangui, souvent théâtre de violences et abritant la majorité des musulmans de la capitale.**



Les tirs, épars et qui ont cessé après quelques minutes, ont été entendus à 18H30 (17H30 GMT), peu après que les députés centrafricains ont voté à 98 voix pour, 41 contre et une abstention la destitution de Karim Meckassoua, président de l'Assemblée.

Mardi, plus de 400 personnes, dont de nombreux habitants du PK5, ont manifesté depuis leur secteur jusqu'au quartier général de la Mission de l'ONU en Centrafrique (Minusca, 13.000 Casques bleus), pour protester contre la procédure de destitution du président de l'Assemblée.

Celle-ci a été lancée mi-octobre par une pétition, signée par 95 députés sur 140.

Selon le règlement de l'Assemblée, après réception de la pétition, un vote devait avoir lieu et recueillir au moins les 2/3 des voix des députés, soit 94, pour que M.

Meckassoua soit destitué.

Il était accusé par ses détracteurs d'avoir "confisqué des dossiers essentiels pour les députés", selon Mathurin Dimbélet Makoe, 2e vice-président de l'Assemblée, évoquant mi-octobre devant la presse une "opacité dans la gestion des finances" de l'Assemblée, notamment.

"Pour que le gouvernement puisse faire son travail, il fallait que la stabilité institutionnelle soit préservée", s'est réjoui après le vote à l'AFP Steve Koba, président du groupe parlementaire "Coeur Uni" réputé proche du président Faustin-Archange Touadéra.

Un nouveau président doit être élu dans les trois jours ouvrés.

Lors de la marche mardi, certains manifestants, habitants du PK5, avaient prévenu de possibles troubles si M. Meckassoua était destitué: "Si il y a la destitution du président de l'Assemblée, je vous

assure qu'il y aura la crise totale dans le pays", avait ainsi déclaré, lors de cette manifestation, pacifique et sans heurts, Moussa.

"Si Meckassoua part, il y aura des tensions, ça sera autre chose" qu'une marche pacifique, avait aussi prévenu Cherif, manifestant.

Dans le quartier du PK5, poumon économique de la capitale, des milices armées ont établi leur QG et combattent souvent, entre elles et contre les forces armées nationales et de l'ONU.

## Relation tumultueuse avec Touadéra

Début octobre, au moins trois personnes avaient été tuées lors d'échanges de tirs entre un membre d'une milice du quartier et des hommes armés non-identifiés.

En avril, le PK5 avait été le théâtre de violences meurtrières qui avaient fait plusieurs dizaines

de morts. Les violences s'étaient ensuite propagées à proximité du PK5, avec notamment des combats autour d'une église catholique le 1er mai qui avaient fait au moins 24 morts et 170 blessés.

Après le déferlement de haine entre rebelles de la coalition Séléka à dominante musulmane et groupes antibalaka prétendant défendre les chrétiens du sud du pays à partir de 2013, l'élection de Karim Meckassoua, un musulman, au perchoir en 2016, était apparu comme un symbole de réconciliation en Centrafrique, dirigée par un chrétien, Faustin-Archange Touadéra.

Mais dans ce pays où l'influence politique reste en partie communautaire, les relations entre les deux hommes n'ont jamais été bonnes. En 2017, des rumeurs de coups d'Etat avaient circulé, des proches de M. Touadéra n'hésitant pas à accuser publiquement M. Meckassoua.

En mars, un proche du président Touadéra avait été élu vice-président du Parlement: une volonté, selon les observateurs à l'époque, de saper l'autorité de M. Meckassoua.

Selon plusieurs députés interrogés par l'AFP, la pétition et la tentative de destituer M. Meckassoua pourraient avoir été pilotées par la présidence centrafricaine, qui souhaiterait placer un de ses fidèles à la tête de l'Assemblée.

M. Meckassoua, qui a répondu vendredi à chacun des points de reproche, a demandé aux députés à la tribune: "qu'est-ce que vous êtes invités à faire aujourd'hui? La procédure qui s'ouvre devant vous est-elle la procédure de destitution voulue par les Centrafricains, où est-ce autre chose?"

En Centrafrique, l'Etat ne contrôle qu'une petite partie du territoire: depuis 2013, la quasi-totalité de celui-ci vit sous la coupe de groupes armés, dans un pays de 4,5 millions d'habitants classé parmi les plus pauvres au monde mais riche en diamants, or et uranium. **AFP**

## Présidentielle au Cameroun La "fermeté" face aux "tentatives de troubles"

< Le ministre camerounais de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a mis en garde vendredi que "toutes les tentatives de troubles à l'ordre public seront traitées avec la plus grande fermeté", s'adressant notamment à certains candidats malheureux à la présidentielle qui contestent l'issue du scrutin, favorable au président Paul Biya.

"Les auteurs, comme ceux qui (...) auront incité (aux troubles), auront à répondre devant les instances judiciaires compétentes", a-t-il prévenu en conférence de presse, affirmant que "la qualité d'ancien candidat à la présidentielle ou membre d'un parti politique (ne confère) aucune immunité".

Se référant à M. Kamto, M. Atanga Nji a indiqué que "plusieurs de ses actes et déclarations tombent sous le coup des lois en vigueur", notamment "l'incitation à la rébellion".

M. Kamto, arrivé deuxième derrière M. Biya avec 14,23% des voix, conteste les résultats et affirme avoir remporté le scrutin.

Le ministre a estimé que le camp de M. Kamto avait essayé "d'organiser un mouvement insurrectionnel" mais que "le peuple camerounais a jusqu'à lors fait preuve de sa grande maturité en restant sourd aux appels à la déstabilisation de notre pays".

"L'administration a jusqu'à lors fait preuve de retenue. Il est toutefois de mon devoir de prévenir que désormais nous n'allons tolérer aucun désordre", a déclaré le ministre. Lundi, le Conseil constitutionnel a proclamé les résultats de la présidentielle du 7 octobre, déclarant Paul Biya, 85 ans, vainqueur avec 71,28% des suffrages.

Mercredi, les autorités ont interdit une conférence de presse programmée par l'opposant Cabral Libii, classé troisième à la présidentielle. Le même jour et jeudi, la police a bloqué l'accès à son siège à Yaoundé, l'empêchant de s'y entretenir avec la presse. Une autre conférence de presse prévue par M. Kamto avait déjà été interdite, de même qu'une manifestation initiée à Douala (sud), la capitale économique, par un député du Social Democratic front (SDF) pour dénoncer les fraudes lors de la récente présidentielle.

Vendredi, le ministre Atanga Nji a rappelé "qu'avec la proclamation des résultats (de la présidentielle), le processus est terminé", précisant que "les manifestations publiques doivent désormais se dérouler dans les conditions prévues par la loi".

L'organisation de ces manifestations est soumise à une procédure de déclaration préalable auprès des autorités.

Reda A.

## Crise aux Comores

# Le gouverneur d'Anjouan placé sous mandat de dépôt

Le gouverneur de l'île comorienne d'Anjouan Abdou Salami Abdou a été placé sous mandat de dépôt pour "participation à un mouvement insurrectionnel" à la suite des affrontements de la semaine dernière entre un groupe de rebelles et l'armée, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

Le gouverneur est poursuivi pour "atteinte à l'unité nationale, participation à un mouvement insurrectionnel, complicité de meurtre, rébellion, port illégal d'arme et trouble à la sécurité publique", selon l'acte d'accusation établi par la juge Noura Oussene.

Le gouverneur, qui sera jugé par la Cour de sûreté d'Etat, était assigné à résidence depuis le 21 octobre.

Interrogé par l'AFP ce jour-là, il avait nié avoir "un quelconque lien avec les rebelles".

Abdou Salami Abdou est membre du parti d'opposition Juwa de l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi, lui-même assigné à

résidence depuis près de cinq mois pour corruption et détournement de biens publics.

Au total, ce sont près de dix responsables du Juwa qui ont été arrêtés ces derniers mois dans le petit archipel pauvre de l'Union des Comores, situé dans l'océan Indien.

Adversaire déclaré du président Azali Assoumani, Abdou Salami Abdou avait pris position contre la réforme constitutionnelle du chef de l'Etat, adoptée le 30 juillet lors d'un référendum boycotté par l'opposition.

Cette réforme permet au chef de l'Etat Azali Assoumani, un ancien putschiste, de rester au pouvoir jusqu'en 2029 en cas d'élection.

Elle met à mal le principe de la présidence tournante tous les cinq ans entre les trois îles de l'Union des Comores (Anjouan, Grande-Comore, Mohéli). En vertu de ce principe, la prochaine présidence aurait dû revenir à un représentant d'Anjouan où l'opposition est

majoritaire.

L'Union européenne (UE) a par ailleurs décidé cette semaine de "surseoir" sa coopération avec les Comores dans les domaines de la justice et des routes, "compte tenu de la persistance de fortes incertitudes sur le respect des conditions préalables sur lesquelles le gouvernement des Comores s'est engagé".

Des affrontements ont opposé la semaine dernière à Anjouan l'armée comorienne à des insurgés dont les motivations restent floues. Ils ont fait deux morts de source officielle, et trois de source hospitalière.

Vendredi, l'armée continuait à patrouiller Anjouan où le calme est revenu.

Mercredi, le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner avait annoncé que des "insurgés" comoriens étaient arrivés sur l'île française de Mayotte, située à 70 km des côtes d'Anjouan, où ils ont demandé l'asile politique. **AFP**



Elections américaines

# Les "Moms" mobilisées contre les armes

**Tracts sous le bras, Dawnee Giammittorio, militante contre les armes à feu depuis la mort par balle de sa belle-soeur, arpente les rues d'un quartier résidentiel de Sterling dans l'espoir de faire "basculer le rapport de force" au Congrès lors des élections de mi-mandat.**

Dans cette ville de l'Etat de Virginie, traditionnellement conservateur, mais qui se colore démocrate à mesure qu'il s'urbanise et se diversifie, la question des violences armées prend une dimension particulière, notamment car y siège la National Rifle Association (NRA), puissant lobby des armes aux Etats-Unis.

Les «Moms demand action» (Les mamans exigent des actes), dont fait partie Dawnee, se regroupent les weekends et partent deux par deux rencontrer les électeurs, afin qu'à l'indignation suscitée par les fusillades endeuillant fréquemment le pays ne succède pas l'inaction. Les armes à feu tuent chaque jour plus de 90 personnes dans le pays. Deux tiers sont des suicides. Mais comme des milliers d'autres «Moms», reconnaissables à leur tee-shirt rouge, Dawnee, 56 ans, compte sur le verdict des urnes.

«Si nous voulons que le Congrès change quelque chose, nous devons en changer les membres», affirme-t-elle, le regard décidé derrière ses lunettes aux montures noires. Elle se défend de vouloir remettre en cause le fameux deuxième amendement de la Constitution sur le droit à détenir une arme,



mais promeut des restrictions «de bon sens». Comme les 3 000 candidats soutenus par son organisation.

## Millions investis

Dawnee a quitté ce matin sa ville voisine d'Alexandria pour faire du porte-à-porte dans un district où s'affrontent l'actuelle représentante républicaine Barbara Comstock, notée «A» par la NRA - la meilleure note possible -, et la démocrate Jennifer Wexton, qui veut interdire les fusils d'assaut et renforcer les vérifications des antécédents judiciaires et psychiatriques pour tout acquéreur d'arme.

Leur affrontement, à l'image de beaucoup d'autres duels, est nourri par un déversement de dollars des deux camps. Mme Comstock est la cible d'un spot publicitaire de Gabby Giffords, une ancienne élue grièvement blessée par balle en 2011. «Fusillade après fusillade, Barbara Comstock a déçu. Elle reçoit des milliers (de dollars) de la NRA»,

accuse-t-elle dans cette vidéo diffusée à la télévision locale. Le premier lobby des armes a dépensé près de 140 000 dollars pour Mme Comstock depuis son élection au Congrès en 2014, selon le Center for Responsive Politics. Sollicitée, la NRA n'a pas répondu à une demande de commentaire. Sa rivale démocrate Mme Wexton est elle soutenue par Everytown for Gun Safety, organisation liée aux «Moms» et financée par le milliardaire et ancien maire de New York, Michael Bloomberg. Everytown compte dépenser 20 millions de dollars pour des candidats favorables à une limitation des armes dans des scrutins clés.

A son modeste niveau, Dawnee contribue à l'effort, même si, sur la quarantaine de portes auxquelles elle frappe dans cette commune en périphérie de Washington, l'accueil n'est pas toujours chaleureux. Les failles permettant de contourner la législation sur l'achat des armes «n'existent pas», soutient

abruptement un homme sur son seuil. Il se qualifie de «républicain sans préjugé» et dit détenir une arme pour «chasser». Inlassablement, Dawnee essaie de le convaincre en lui dévoilant son histoire personnelle. Sa belle-soeur était simplement allée répondre à sa porte, relate-t-elle, quand un déséquilibré l'a prise pour cible, sans raison apparente.

«J'ai réalisé à quel point les lois américaines sont laxistes», confie-t-elle aujourd'hui. «Les lois ne sont pas conçues pour tenir les armes loin des gens».

## Pression sur les candidats

A ses côtés, Elizabeth Coppage, responsable des «Moms» pour le comté incluant Sterling, affiche son optimisme. «Nous avons une chance de faire basculer ce comté», soutient-elle. La quadragénaire, battant le pavé avec sa fille, s'est engagée en 2012, révoltée par le massacre de Sandy Hook, une école primaire du Connecticut où un tireur a tué 26 personnes, dont 20 enfants. Malgré le traumatisme national à l'époque, peu a été fait depuis au niveau fédéral pour encadrer plus strictement les armes à feu.

Le débat a été ravivé après une tuerie en février dans un lycée de Parkland, en Floride. Des élèves survivants ont mobilisé deux mois plus tard plus d'un million de personnes à travers tous les Etats-Unis, avec une manifestation géante à Washington baptisée «March for Our Lives» (Marchons pour nos vies). «Il y a dorénavant une plus grande pression sur les candidats, dans beaucoup d'endroits, pour s'attaquer au problème», souligne à l'AFP le professeur de sciences politiques, Robert Spitzer, expert de la question des armes. Ce thème arrive en troisième position des préoccupations des électeurs, après l'assurance santé et l'économie, selon une récente étude de la Kaiser Family Foundation.

AFP

Colis suspects

## Un sympathisant pro-Trump inculpé en Floride

La police américaine a arrêté, vendredi en Floride, un sympathisant pro-Trump aux nombreux antécédents judiciaires, qu'elle accuse d'avoir envoyé 13 bombes artisanales à des personnalités démocrates, résultat d'une enquête menée tambour battant sur une affaire qui empoisonnait la campagne pour les législatives.

Le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a confirmé que l'homme arrêté quelques heures plus tôt dans la région de Fort Lauderdale, en Floride, se nommait Cesar Sayoc et qu'il avait été inculpé de cinq chefs d'accusation fédéraux, y compris l'envoi illégal d'explosifs.

L'homme de 56 ans, un ancien stripteaseur selon plusieurs médias américains, risque jusqu'à 48 ans de prison.

Il a été identifié grâce à ses empreintes digitales et son ADN, retrouvés sur au moins un des paquets, a précisé le directeur du FBI, Christopher Wray.

13 engins explosifs - composés de bouts de tuyaux en PVC, de fils électriques, de piles et d'un réveil - ont été au total envoyés à travers les Etats-Unis depuis lundi, visant 11 personnalités, a précisé M. Wray.

«Il se pourrait qu'il y ait d'autres paquets», a-t-il ajouté. «Nous pensons tenir la bonne personne, mais beaucoup de questions sont encore sans réponse».

Les autorités n'ont cependant confirmé aucune des informations qui ont émergé ces dernières heures: à savoir que Cesar Sayoc avait de nombreux antécédents judiciaires, et

qu'il était un virulent supporter du président américain.

Sa camionnette, saisie vendredi par les autorités, était recouverte d'autocollants pro-Trump, selon les images diffusées par les télévisions américaines. Enregistré comme républicain sur les listes électorales, il prenait régulièrement pour cible des personnalités démocrates sur les réseaux sociaux.

«Sa mère et ses soeurs l'ont poussé pendant des décennies à consulter un spécialiste. Il a toujours refusé», a dit sur CNN vendredi soir l'avocat de la famille Sayoc, Ron Lowy.

«Trump trouve un écho chez ce genre de marginaux», a-t-il ajouté. «Je ne serais pas surpris si les bombes étaient tellement mal conçues qu'elles n'auraient jamais pu fonctionner. Il me semble qu'il n'a pas les capacités intellectuelles pour planifier un tel complot».

## «Je n'y suis pour rien»

Alors que cette affaire a tendu le climat en pleine campagne pour les législatives américaines du 6 novembre, le président Trump a refusé d'envisager que ses discours souvent agressifs à l'égard des responsables démocrates puissent avoir poussé à l'acte M. Sayoc.

«Je n'ai pas vu ma photo sur sa camionnette», a-t-il déclaré avant de s'envoler pour la Caroline du Nord. «J'ai entendu qu'il me préférerait à d'autres, mais je n'ai pas vu ça. Je

n'y suis pour rien». En meeting de campagne en Caroline du Nord vendredi soir, le président américain a qualifié l'envoi de ces colis d'«actes terroristes», appelant à ce que ces actions soient «punies dans la mesure permise par la loi». «La violence politique ne doit jamais être autorisée en Amérique», a-t-il ajouté, promettant de faire «tout ce qui est en son pouvoir pour l'arrêter».

## Deux nouvelles cibles

L'arrestation est survenue vendredi après la confirmation par la police de l'interception de deux colis suspects supplémentaires, en tous points similaires aux précédents retrouvés entre lundi et jeudi, contenant tous des engins qualifiés de potentiellement explosifs.

Les paquets portaient tous la même adresse d'expédition: celle d'une élue démocrate de Floride, Debbie Wasserman Schultz, dont la circonscription inclut le lieu de résidence du suspect.

L'un a été intercepté en Floride, destiné au sénateur démocrate, Cory Booker, l'autre dans un bureau de poste de Manhattan, adressé à CNN à l'attention de l'ex-directeur des renseignements, James Clapper.

MM. Booker et Clapper s'ajoutaient à une liste de personnalités comportant déjà le financier George Soros, l'ex-président Barack Obama, son ex-vice président Joe Biden, l'ex-secrétaire d'Etat et rivale malheureuse de Donald Trump à la présidentielle de 2016, Hillary Clinton, l'acteur Robert De

Niro, l'ex-ministre de la justice de Barack Obama, Eric Holder, et les élues démocrates californiennes, Maxine Waters et Kamala Harris.

## «Mauvais pour la dynamique»

Si M. Trump a appelé vendredi les Américains à l'unité, il n'a cessé depuis mercredi de souffler le chaud et le froid sur cette histoire. Avant l'arrestation, il avait déploré que cette série noire ait enrayé la «dynamique» dont bénéficiaient selon lui les républicains à l'approche des élections.

Après l'arrestation, il a émis l'espoir que cette dynamique pourrait maintenant «repartir» et que les républicains allaient remporter «une grande victoire».

Jeudi, il n'avait pas hésité à blâmer les médias d'être à l'origine des vives tensions politiques qui caractérisent actuellement la société américaine. «Une grande partie de la colère que nous voyons aujourd'hui dans notre société est causée par le traitement intentionnellement inexact et imprécis des médias traditionnels, que j'appelle les «Fake News»», avait-il tweeté jeudi.

De nombreux responsables démocrates l'ont accusé au contraire de «cautionner la violence» et d'attiser les divisions. «Je pense que le président n'a toujours pas mesuré l'importance de la présidence et l'importance de son poste», a affirmé vendredi sur CNN, le gouverneur de New York, Andrew Cuomo.

AFP



## Meurtre Khashoggi



# La Turquie demande l'extradition des suspects saoudiens

**Le parquet turc a lancé une procédure d'extradition contre 18 Saoudiens soupçonnés d'implication dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi au consulat de son pays à Istanbul.**

**D**eux jours avant la venue en Turquie du procureur général saoudien, le parquet d'Istanbul a remis vendredi les noms des 18 suspects soupçonnés «d'implication dans ce meurtre prémédité» au ministère de la Justice.

Ce ministère a indiqué dans un communiqué qu'il les avait à son tour transmis au ministère des Affaires étrangères pour que la demande d'extradition soit adressée à Riyad par les canaux officiels.

Le 20 octobre, les autorités saoudiennes avaient annoncé avoir interpellé 18 personnes - 15 membres d'un commando saoudien soupçonné d'avoir tué le journaliste, ainsi que trois employés du consulat - et qu'elles seraient jugées.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait appelé mardi au jugement de ces suspects à Istanbul et non pas en Arabie saoudite, même si le crime a été commis par des Saoudiens dans l'enceinte d'un consulat saoudien.

«La demande d'extradition est motivée par le fait que Jamal Khashoggi a été tué en Turquie par des ressortissants saoudiens qui ont fait le voyage à cette fin spécifique», a indiqué un haut responsable turc sous couvert d'anonymat.

## Le procureur saoudien à Istanbul

M. Erdogan a indiqué plus tôt que le procureur général saoudien, Saoud ben Abdallah Al-Muajab, était attendu dimanche à Istanbul pour des entretiens sur l'enquête sur le meurtre de

Khashoggi.

Cette annonce survient après que ce procureur, se fondant sur des informations fournies par la Turquie, a évoqué jeudi pour la première fois le caractère «prémédité» du meurtre.

M. Erdogan a en outre affirmé que les autorités turques étaient en possession «d'autres éléments» de preuve liés au meurtre, perpétré le 2 octobre par des agents de Riyad au consulat saoudien à Istanbul.

Le fait que Jamal Khashoggi «a été tué est une évidence. Mais où est-il ? Où est son corps ?», a poursuivi le dirigeant turc, ajoutant à l'adresse de Riyad: «Qui a donné un tel ordre ? Il faut que les autorités saoudiennes l'expliquent».

Jamal Khashoggi, journaliste saoudien critique du palais, a été tué le 2 octobre au consulat saoudien à Istanbul. Selon des responsables turcs, il a été victime d'un assassinat, soigneusement planifié, et perpétré par une équipe d'agents venus de Riyad.

Après avoir nié sa mort, les autorités saoudiennes, sous la pression internationale, avaient fini par admettre qu'il avait été tué au consulat lors d'une opération «non autorisée».

La presse et des responsables turcs anonymes ont impliqué personnellement dans ce meurtre le prince héritier Mohammed ben Salmane, dit «MBS». Mais M. Erdogan s'est gardé à ce jour de l'accuser nommément. Les deux hommes se sont parlé au téléphone mercredi pour la première fois depuis la mort du journaliste.

## «Pure démagogie»

La fiancée turque de Khashoggi, Hatice Cengiz, a exigé dans une interview télévisée vendredi que soient punis «tous les responsables» de cette «barbarie».

Le prince héritier avait qualifié mercredi d'«incident hideux» et «douloureux» le meurtre du journaliste, qui a provoqué l'indignation internationale et écorné l'image du royaume, premier exportateur de pétrole au monde.

Le président français, Emmanuel

Macron, a néanmoins estimé vendredi que «c'est pure démagogie que de dire d'arrêter les ventes d'armes» à Riyad après l'assassinat de Khashoggi, semblant rejoindre sur cette question la ligne de son homologue américain, Donald Trump.

Les ventes d'armes n'ont «rien à voir avec M. Khashoggi, il ne faut pas tout confondre», a déclaré M. Macron lors d'une conférence de presse à Bratislava, avant de plaider en cas de sanctions pour «une réponse européenne, dans tous les domaines», mais «une fois les faits établis».

La chancelière allemande, Angela Merkel, a, pour sa part, confirmé vendredi que Berlin ne fournirait pas d'armes à l'Arabie Saoudite tant que les dessous du meurtre de Khashoggi ne seraient pas éclaircis.

La ministre autrichienne des Affaires étrangères Karin Kneissl a, elle, appelé à un embargo de l'Union européenne sur les livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite. Mais elle a justifié son initiative par la guerre que mène Riyad au Yémen plutôt que par l'affaire Khashoggi, tout en condamnant ce meurtre «profondément choquant».

«Avant tout, la terrible guerre au Yémen et la crise du Qatar devraient nous conduire à agir enfin d'une manière unifiée en tant qu'Union européenne vis-à-vis de l'Arabie Saoudite», a déclaré Mme Kneissl dans une interview au quotidien allemand Die Welt publiée hier.

«Si l'UE dans son ensemble met fin aux livraisons d'armes à l'Arabie Saoudite, cela pourrait participer à mettre fin au conflit», a-t-elle ajouté. Jeudi, la directrice de la CIA, Gina Haspel, a présenté à M. Trump «ses conclusions et ses analyses de son voyage en Turquie», où elle a échangé mardi avec les responsables de l'enquête.

Selon la presse turque, Ankara a partagé avec Mme Haspel des enregistrements vidéo et audio du déroulement du meurtre de Khashoggi dans le consulat.

AFP

## Mattis avertit Riyad que l'affaire Khashoggi affaiblit la sécurité régionale

Le ministre américain de la Défense a prévenu samedi l'Arabie Saoudite que le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi «doit tous nous inquiéter grandement», car il affecte la sécurité dans la région et la «confiance» et le «respect» des Etats-Unis pour leur allié saoudien.

Jim Mattis qui s'exprimait au cours d'une conférence régionale à Bahreïn, aux portes du royaume saoudien, a souligné que «quand les voix de l'opposition peuvent être entendues une nation devient plus sûre».

«Si l'on garde à l'esprit que la paix et un engagement inébranlable envers les droits de l'homme sont dans notre intérêt collectif, le meurtre de Jamal Khashoggi dans une enceinte diplomatique doit tous nous inquiéter grandement», a déclaré M. Mattis au cours du «Dialogue de Manama» organisé par l'ISS (International Institute for Strategic Studies) de Londres.

«Lorsqu'une nation cesse de respecter les normes internationales et la loi, elle affaiblit la stabilité régionale au moment où elle est la plus nécessaire», a ajouté le chef du Pentagone qui jusque-là s'était montré très discret sur cette affaire, tandis que le président Donald Trump et le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, montaient en première ligne.

Insistant sur la «gravité de la situation», M. Mattis a rappelé que les Etats-Unis avaient révoqué les visas de plusieurs suspects et qu'ils prendraient «d'autres mesures au fur et à mesure que la situation se clarifiera».

«Mais avec notre respect doivent venir transparence et confiance», a-t-il prévenu. «Ces deux principes sont vitaux pour assurer la poursuite de notre collaboration».

L'affaire Khashoggi a dominé les débats du dialogue de Manama, auquel participait le ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jubeir, aux côtés de dirigeants du Golfe, de diplomates européens et asiatiques et d'experts.

Critique du puissant prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, surnommé MBS, Jamal Khashoggi a été tué dans le consulat saoudien à Istanbul le 2 octobre.

Ce meurtre, qui a terni l'image du prince Mohammed, a suscité une vague de critiques internationales et affecté les relations de Washington avec le Royaume, sur lequel les Etats-Unis s'appuient beaucoup pour contrer l'influence de l'Iran dans la région et défendre la sécurité d'Israël.

## «Hystérie»

Pressé de questions sur l'enquête sur le meurtre de Khashoggi et l'impact de cette affaire sur l'influence diplomatique du Royaume saoudien dans le monde, M. Jubeir a dénoncé «l'hystérie dans les médias alors que l'enquête n'est pas achevée».

Il a aussi annoncé que les suspects du meurtre de Khashoggi, dont la Turquie a demandé l'extradition, seraient «poursuivis en Arabie Saoudite».

M. Mattis a aussi appelé les pays du Golfe engagés militairement au Yémen à entamer des négociations de paix dès novembre pour tenter de mettre fin à ce conflit qui a fait selon l'ONU quelque 10 000 morts.

«Toutes les guerres doivent avoir une fin, et la tragédie du Yémen s'aggrave de jour en jour», a déclaré le chef du Pentagone.

«Il est temps de mettre fin à cette guerre», a-t-il dit. «En Novembre nous devons commencer à négocier sur la substance du problème. Le combat doit faire place au compromis et les gens doivent être en paix pour se réconcilier».

L'Arabie Saoudite intervient depuis trois ans au Yémen à la tête d'une coalition militaire comprenant notamment les Emirats arabes unis pour soutenir les forces gouvernementales face aux rebelles Houthis appuyés par l'Iran.

M. Mattis a enfin prévenu les dirigeants arabes que la Russie qui assoit son influence en Syrie grâce à ses victoires militaires au bénéfice du régime de Bachar al-Assad, «ne peut pas remplacer les Etats-Unis» au Proche-Orient.

«L'opportunisme de la Russie et son empressement à ignorer les activités criminelles d'Assad à l'encontre de son propre peuple prouve son manque d'engagement sincère envers les principes moraux les plus basiques», a ajouté le chef du Pentagone devant cette conférence de sécurité qui se tient tous les ans à Bahreïn.

«Aujourd'hui, je veux que ce soit clair : la présence de la Russie dans la région ne peut pas remplacer l'engagement ancien, permanent et transparent des Etats-Unis envers le Proche-Orient - un engagement que je réitère sans réserves», a-t-il poursuivi.

AFP



Brésil

# Une relation tendue entre Bolsonaro et la presse



**À l'image de Donald Trump aux Etats-Unis, Jair Bolsonaro, grand favori de la présidentielle dimanche au Brésil, n'a de cesse de critiquer et d'intimider la presse, préférant s'exprimer sur les réseaux sociaux, où il fait fureur.**

**M**ais l'attitude de Bolsonaro est potentiellement encore plus inquiétante quand on sait que ce capitaine de réserve est un chantre de la dictature militaire qui a muselé les médias et plus généralement les citoyens pendant les années de plomb (1964-1985).

Même si le candidat d'extrême droite promet d'être «esclave de la Constitution» et de respecter les valeurs démocratiques, Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières, tire la sonnette d'alarme.

«Les électeurs brésiliens ne doivent pas être dupés par les discours de façade, derrière lesquels se cache une réelle violence qui n'épargnera pas le journalisme. Jair Bolsonaro est une sérieuse menace pour la liberté de la presse et la démocratie», a-t-il affirmé dans un communiqué.

«Nous sommes pour la liberté de la presse, mais avec responsabilité», a de son côté déclaré dimanche dernier le candidat d'extrême droite, lors d'un discours incendiaire au cours duquel il a promis de «purger» le pays des «marginaux rouges».

Il s'est également lancé dans une diatribe contre le quotidien de référence Folha de S. Paulo, qui avait révélé quelques jours plus tôt que des entreprises avaient financé l'envoi

de masse de messages sur WhatsApp dénigrant son adversaire de gauche Fernando Haddad.

«Folha est le plus grand producteur de fausses informations du Brésil. Ils n'auront plus droit à la manne publicitaire du gouvernement», a-t-il lancé.

#### «Harcèlement»

Ces propos interpellent au cœur d'une campagne particulièrement délétère et marquée par une vague d'agressions contre des homosexuels, des militants anti-Bolsonaro, mais aussi de nombreux journalistes.

«Pour certains militants, ce discours se transforme en actions: harcèlement, menaces et parfois même violence physique», déplore Marina Lemini, directrice de l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (Abraji).

Cette association a recensé au moins 141 épisodes de violence contre des journalistes durant la campagne, la plupart «attribués à des partisans de Bolsonaro».

«Jair Bolsonaro a montré à maintes reprises qu'il ne comprenait pas le rôle de la presse. Il évite le contact direct avec les journalistes et répond souvent aux questions de façon agressive», explique à l'AFP Paula Cesarino, médiatrice de Folha de S. Paulo.

Ses conférences de presse sont rares et souvent brèves et il n'a dernièrement accordé des entretiens qu'à des médias se contentant de lui poser des questions inoffensives.

Lors d'un récent entretien à la radio Guaíba de Porto Alegre (sud), il a imposé comme condition que seul le présentateur lui pose des questions et non les autres journalistes de l'émission.

L'un d'entre eux, Juremir Machado, s'est senti «humilié» et a annoncé en direct qu'il

démissionnait.

#### «Stimuler la violence»

Comme Donald Trump, auquel il voue une «grande admiration», Jair Bolsonaro, fort de près de 8 millions d'abonnés sur Facebook s'exprime essentiellement sur les réseaux sociaux, et qualifie régulièrement les grands groupes de médias d'usines à fausses informations.

«Nous espérons que Bolsonaro, s'il est élu, ne va pas continuer à dresser la population contre la presse. C'est très mauvais pour la démocratie et cela peut encourager la violence», affirme Ricardo Pedreira, directeur de l'Association nationale des journalistes (ANP) du Brésil.

Avant même de menacer Folha de S. Paulo de couper sa manne publicitaire, l'ancien parachutiste avait critiqué les «milliards» que reçoit de l'Etat TV Globo, la plus grande chaîne du pays.

En réalité, aussi bien Globo que Folha ont vu leurs ventes d'espace publicitaire à des organes publics baisser considérablement ces dernières années en raison de la crise économique. Le site spécialisé Poder360 fait état d'une baisse de 26% de ces recettes pour TV Globo en 2016 (par rapport à 2015) et 54,2% pour le quotidien.

«La publicité gouvernementale a peu de poids par rapport aux annonceurs privés, donc ce genre de pression n'a qu'un effet limité», explique la médiatrice de Folha, sans donner de chiffres. TV Globo a indiqué que les spots pour des organes publics représentaient moins de 4% de ses recettes publicitaires. Mais certains analystes craignent que la presse régionale soit plus vulnérable à d'éventuelles menaces de coupes du budget publicitaire du gouvernement.

AFP

Jordanie

## Poursuite des recherches après des crues meurtrières

■ Les recherches se poursuivaient vendredi en Jordanie sur les rives de la mer Morte, après les pluies diluviennes et les crues qui ont fait la veille au moins 21 morts, pour la plupart des écoliers et leurs professeurs.

Selon une source médicale, il y a au moins huit disparus.

Les opérations de secours menées par l'armée, appuyée par des hélicoptères et des plongeurs, ont permis de sauver 37 personnes, a-t-on appris auprès de la défense civile.

A la demande de la Jordanie, Israël a envoyé des hélicoptères et des drones participer aux recherches, a précisé l'armée israélienne dans un communiqué.

Le général Farid al Chara, le chef de la police, a précisé que les crues avaient emporté un car scolaire qui transportait 44 enfants et leurs professeurs. Le groupe effectuait une sortie dans cette région très prisée des touristes.

Le Premier ministre jordanien Omar Razzaz a déclaré que les responsables de la sortie scolaire avaient apparemment enfreint les consignes des autorités qui avaient interdit les excursions dans le secteur en raison du mauvais temps. Il a promis l'ouverture d'une enquête.

Les drapeaux ont été mis en berne en signe de deuil à travers le pays et le roi Abdallah a annulé un voyage à Bahreïn pour suivre les opérations de sauvetage. Le souverain a dit sa douleur devant «une énorme tragédie qui nous frappe tous».

Parmi les morts figurent trois Irakiens.

Reuters

Afrique du Sud

## Le fils de Jacob Zuma jugé en mars pour homicide involontaire

■ Duduzane Zuma, fils de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma, sera jugé à compter de mars pour homicide involontaire après avoir causé la mort de deux personnes dans un accident de la route, a annoncé vendredi la juge chargée du dossier.

Le jeune homme de 34 ans, vêtu d'un costume sombre, a comparu brièvement vendredi devant un tribunal de Johannesburg, accompagné de son père, flanqué de gardes du corps.

«Je veux que vous soyez disponible le 26 mars 2019, date de votre procès», a déclaré la juge Heidi Barnard dans un tribunal où se pressaient partisans et opposants à la famille Zuma.

Duduzane Zuma est accusé d'avoir provoqué la mort en 2014 à Johannesburg d'une passagère d'un mini-bus, qu'il a percuté avec sa Porsche.

Une autre passagère a succombé à ses blessures trois mois après l'accident.

Le parquet avait dans un premier temps renoncé à poursuivre Duduzane Zuma, mais sous la pression de l'organisation AfriForum, il a décidé de revoir sa position.

Le jeune homme doit aussi comparaître devant la justice le 24 janvier dans une affaire de corruption, un scandale lié à la sulfureuse famille d'hommes d'affaires Gupta qui ont précipité la démission de son père en février.

AFP

Sri Lanka

## Le Premier ministre limogé veut une session d'urgence du Parlement

**L**e Premier ministre sri-lankais limogé vendredi, Ranil Wickremesinghe, a réclamé samedi la tenue d'une session d'urgence du Parlement afin de montrer qu'il y disposait «toujours d'une majorité», ont rapporté des médias, citant des responsables.

Wickremesinghe a adressé une lettre à Karu Jayasuriya, président du Parlement, dont la prochaine session prévue le 5

novembre prochain est dédiée au projet de budget pour 2019. «Le Premier ministre (Wickremesinghe) veut montrer sa majorité au Parlement», a expliqué un responsable de son entourage, cité par des médias.

Il entend démontrer que son limogeage «est illégal et qu'il dispose d'une majorité de soutiens parmi les 225 parlementaires».

Ranil Wickremesinghe, a été limogé ven-

dredi, par le président Maithripala Sirisena, nommant à sa place l'ancien président Mahinda Rajapakse.

Ces développements politiques interviennent après «des désaccords» entre le président et Ranil Wickremesinghe en matière de «politique économique et de gestion de l'administration gouvernementale».

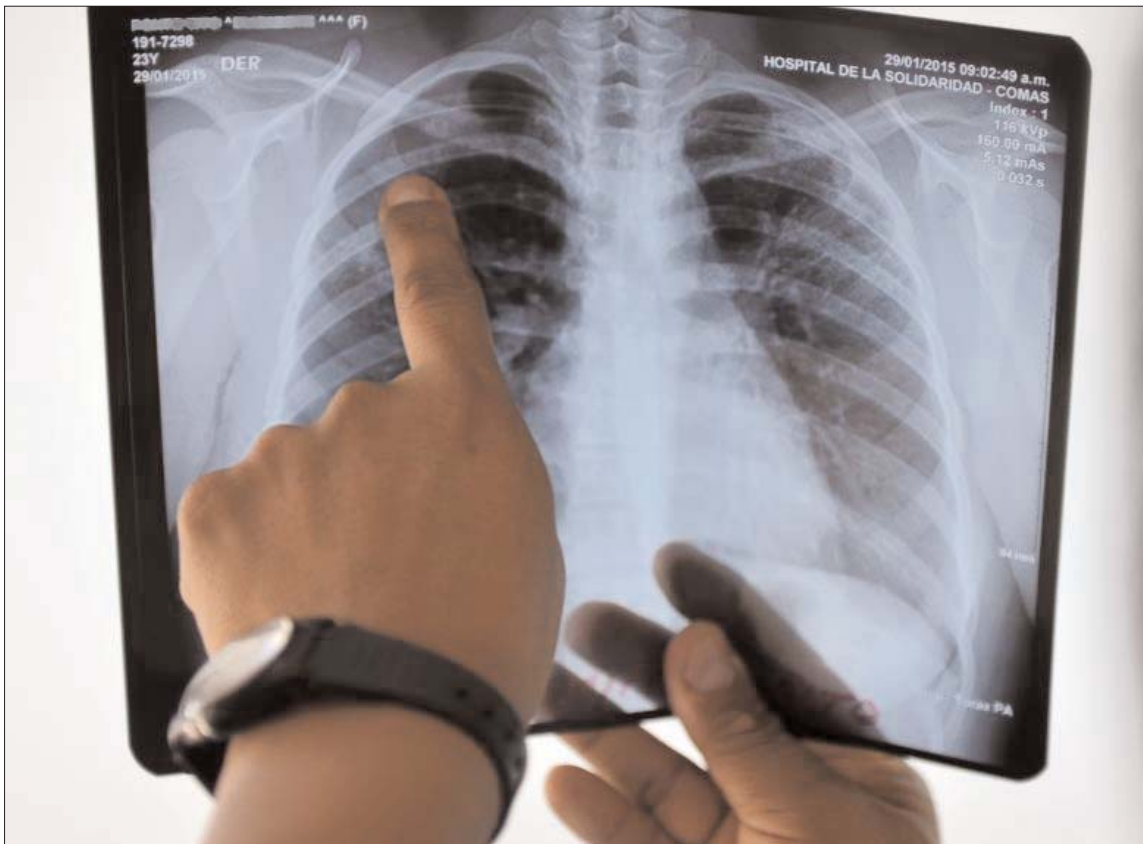
Bilal L.



Tuberculose

# Un nouveau test pourrait sauver des centaines de milliers de personnes

Des scientifiques ont dévoilé jeudi un nouveau test révolutionnaire pour détecter la tuberculose chez les enfants qui, d'après eux, pourrait éviter chaque année des centaines de milliers de cas de cette maladie infectieuse, la plus mortelle au monde.



Une équipe internationale basée à la fondation pour la tuberculose KNCV à La Haye, aux Pays-Bas, a mis au point un moyen simple pour tester les échantillons de selles des enfants de moins de cinq ans. Cette méthode, qui peut être pratiquée dans des régions

isolées, devrait se substituer à l'actuelle, une méthode invasive et habituellement réservée aux grands hôpitaux.

Selon les estimations, 240 000 enfants meurent de la tuberculose chaque année. La maladie est curable et rarement mortelle pour les enfants si elle est diagnosti-

quée à temps. L'absence de traitement est la cause de près de 90% des décès chez l'enfant. Le test actuel nécessite un échantillon de sécrétions prélevées dans la trachée, qui est ensuite analysé.

Mais les enfants de moins de cinq ans ne peuvent pas cracher et les médecins doivent par consé-

quent utiliser une méthode invasive et douloureuse qui nécessite la plupart du temps une hospitalisation pour une nuit.

Des chercheurs en Indonésie et en Ethiopie ont trouvé une méthode similaire, mais à partir des selles des enfants, ce qui signifie que les patients n'auront plus besoin d'être transportés dans un centre de soin important.

«Le potentiel de cette méthode est gigantesque et signifie que nous avons entre les mains une méthode de diagnostic de la tuberculose au niveau médical le plus bas et qui permet de tester des centaines de milliers de personnes», a indiqué Kitty van Weezenbeek, directrice générale de KNCV.

Les résultats des essais ont été dévoilés jeudi à La Haye à l'occasion d'une conférence mondiale sur la santé pulmonaire.

Petra de Haas, consultante de laboratoire chez KNCV, a indiqué que le test pourrait sauver beaucoup des 650 enfants qui meurent chaque jour de la tuberculose. «Il s'agit d'une véritable révolution, car la méthode est applicable dans les petits laboratoires», a-t-elle ajouté. «Nous savons déjà que 250 000 enfants meurent (chaque année, de la tuberculose). S'ils ont tous accès à ce test, nous pourrions en sauver au moins la moitié», a-t-elle relevé.

La tuberculose, maladie transmise par voie aérienne, a tué 1,7 million de personnes en 2017, selon l'OMS.

Reda A.

Depuis janvier à Tébessa

## Prise en charge de 80 nouveaux cas de cancer du sein

Pas moins de 80 nouveaux cas de cancer du sein confirmés ont été enregistrés et pris en charge dans la wilaya de Tébessa depuis le début de l'année en cours, a indiqué le directeur local de la santé et de la population, Lazhar Guelfen.

Le même responsable a précisé jeudi à l'APS, que 214 nouveaux cas souffrant de pathologies cancéreuses ont été enregistrés dans la wilaya de Tébessa au cours de la même période, dont 80 cas de cancer du sein, considéré comme le plus répandu chez les femmes, soulignant que ces patientes ont été prises en charge au niveau des différents établissements

de santé de la wilaya. Le registre du cancer de la wilaya de Tébessa a recensé depuis l'année 2014, près de 1 114 personnes atteintes de tumeurs cancéreuses dont 436 cas de cancer du sein, a encore détaillé le même responsable, signalant que ce registre constitue «une base de données» pour identifier les patients atteints de différentes pathologies cancéreuses, l'évolution de leur cas, les différentes étapes de leurs traitements, ainsi que la prévalence et l'étendue des tumeurs et cancer dans la wilaya.

Concernant la campagne de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer, notamment du sein et du col de l'utérus, lancée dès le début

du mois en cours, «un taux de participation remarquable» des femmes de différentes régions, a salué les efforts déployés par le personnel médical et paramédical local, en particulier dans la spécialité de la gynécologie a signalé M. Guelfen. Pour rappel, le secteur de la santé a lancé une vaste campagne de sensibilisation en coordination avec divers secteurs, depuis le début du mois d'octobre, visant la sensibilisation des différents segments de la société sur la maladie, et l'importance de contacter les établissements de santé pour bénéficier du dépistage gratuit.

R. S.

Leishmaniose

## Pour la mise en place d'une lutte préventive continue

Des médecins et spécialistes ont recommandé, jeudi lors d'une rencontre à Tizi Ouzou, une lutte préventive continue contre les insectes et animaux vecteurs de la Leishmaniose et contre l'insalubrité publique.

Intervenant lors des 8<sup>èmes</sup> journées de formation continue, ayant pour thème «La Leishmaniose», organisées par le Centre hospitalo-universitaire Nedir Mohamed de la ville des Genêts, le Pr. Hamrioui et les Dr. Abderrahim, Mohand Saïd et Seklaoui, ont observé que la

lutte contre cette maladie doit être menée de manière continue pour éradiquer les foyers des insectes et rongeurs qui transportent le virus, à travers, notamment des opérations de dératation et de démoustication et par la lutte contre les décharges et dépotoirs anarchiques. Le Pr. Boussad Hamrioui, spécialiste en parasitologie et épidémiologie au CHU Mustapha Bacha d'Alger, a relevé qu'un «minimum de 6 000 à 7 000 cas/an de leishmaniose, sous ces deux formes viscérale et cutanée,

sont enregistrés au niveau nationale», précisant que les campagnes de luttes menées de manière sporadique «ne permettent pas d'obtenir des résultats satisfaisants, d'où la stagnation de la situation et du nombre des cas signalés annuellement».

Le Dr. Seklaoui du CHU Nedir Mohamed, qui s'est intéressée à 10 cas de Leishmaniose cutanée enregistrés dans la wilaya de Tizi Ouzou, originaires des localités de Mekla, Aïn El Hammam, Makouda et Bouhinoune, a obser-

vé que «des études sur le terrain doivent être effectuées pour l'identification d'autres réservoirs des leishmanies (parasite des cellules endothéliales des tissus et organes et, parfois, des leucocytes)».

L'«intervenante a, par ailleurs, observé que l'identification des espèces de Leishmanie» est d'une grande importance. Ceci nécessite donc la mise en place d'une animalerie et de moyens de diagnostics plus performants dans les laboratoires.

Salem M.

Sûreté de Bachdjerrah

## Campagne nationale du don de sang

Les agents de la Sûreté, tous grades confondus, ont participé, au niveau du groupement de la protection et de la sécurité à Bachdjerrah (Alger), à la 3<sup>ème</sup> campagne nationale du don de sang qui se poursuit jusqu'au 27 octobre au niveau des différents sièges de la Sûreté d'Alger.

Troisième du genre, après celles organisées mars et juin derniers à l'occasion de la Journée internationale du don de sang, cette campagne a connu un afflux important des éléments de la Sûreté nationale.

L'opération a été encadrée par une équipe médicale relevant de l'hôpital de Kouba en coordination avec le service de la santé, de l'action sociale et des sports à la wilaya d'Alger.

A cette occasion, le Dr. Boutera Rabah de la clinique du même groupement (Bachdjerrah) a déclaré à l'APS que «cette campagne est ancrée dans l'esprit des agents et constitue une contribution efficace en matière de solidarité avec les patients, notamment ceux atteints de maladies chroniques», ajoutant qu'en sus de ses fonctions «l'élément de la Sûreté demeure un être humain et un citoyen solidaire avec ses concitoyens à tout les moments».

Pour sa part, le cadre de la cellule de communication et de relations publiques à la Sûreté d'Alger, le lieutenant Mehdi Laïchaoui a précisé à l'APS, que cette initiative vient concrétiser les valeurs de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgns) visant la consécration de l'esprit de solidarité avec toutes les franges de la société en coordination avec l'Agence nationale du Sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (Fads).

A l'occasion de la Journée nationale du donneur de sang, coïncidant avec le 25 octobre de chaque année, les services de la Sûreté d'Alger ont mobilisé tous les moyens matériels et humains pour la réussite de la 3<sup>ème</sup> édition de la campagne nationale de don du sang, organisée de la Dgns.

A rappeler que les services de la Dgns ambitionnent, à travers cette initiative, à collecter plus de 15 000 poches de sang afin de les distribuer aux différents hôpitaux publics, sachant que depuis le lancement de cette opération, en 2008, plus de 100 000 poches de sang ont été collectées.

F. A.



«L'esprit cherche et c'est le cœur qui trouve.»

George Sand



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Mathématiques : dessèchent le cœur.»

Gustave Flaubert

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Meghan Markle : son voyage tourne très mal...



Il faut croire que Meghan Markle n'aime pas beaucoup l'affluence. En ce moment en voyage aux Îles Fidji, l'ancienne actrice souhaite s'arrêter dans le marché de Suva, capitale des îles. Très vite, la foule se ramène autour d'elle, suite à quoi le staff de sécurité de la Duchesse de Sussex, enceinte de quelques semaines, décide de mettre fin à la promenade. Cette décision fait beaucoup de déçus parmi les locaux qui s'étaient déplacés spécialement pour l'occasion : «Nous avons commencé à nous préparer pour la visite il y a trois semaines et nous devions la rencontrer, mais elle est partie sans même dire bonjour» rapporte une vendeuse. Le Palais de Kensington s'est exprimé sur l'incident : il faisait «chaud et humide» et l'atmosphère du marché était «étouffant». Il ajoute que la foule était beaucoup plus importante que prévue, rapporte une des vendeuses du marché.

## BEAUTÉ

## Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !



Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

**B**onne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque. Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

## FORME

## Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur, il est bourré de magnésium, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rapporte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... 4 tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.

## ZEN ATTITUDE

## Comment méditer en trois étapes ?

**P**our lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

### ÉTAPE N°1 : ÉVACUEZ LES PENSÉES NÉGATIVES

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfoncez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu



agréable pour vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

### ÉTAPE N°2 : CONCENTREZ-VOUS SUR VOTRE SOUFFLE

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

### ÉTAPE N°3 : APPRÉCIEZ LA SENSATION DE BIEN-ÊTRE

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

JS Kabylie

## Mellal furieux contre la LFP



## AGEX de la Fédération de boxe Installation des commissions de candidatures et de recours

■ Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de boxe (FAB), convoqués en session extraordinaire vendredi à Alger, ont procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en vue de l'élection d'un nouveau président de l'instance fédérale.

Les 40 membres présents sur les 50 que compte l'AG, ont désigné Abdelkader Arbach président de la commission de candidatures qui a immédiatement pris ses fonctions, indiquant que «le dernier délai du dépôt des dossiers de candidatures a été fixé au 4 novembre». «Je remercie les membres de l'AG de leur confiance.

Je vais faire le maximum pour mener à bien cette mission afin que notre Fédération retrouve sa légalité», a-t-il déclaré. Avant l'ouverture des travaux, l'actuel président de la FAB, Abdeslam Draa, dont la mission a pris fin à l'issue de cette AGEX, a lu une correspondance émanant du ministère de la Jeunesse et des Sports sommant la FAB à tenir une assemblée générale extraordinaire pour l'élection d'un nouveau président conformément au verdict du Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs (TARLS).

Pour rappel, une précédente Assemblée générale extraordinaire, tenue le 15 juillet 2017 au Centre Ghermoul d'Alger, avait retiré sa confiance au président de l'instance fédérale, Abdelmadjid Nehassia, et une assemblée électorale avait été organisée le 1er août. Nehassia avait été élu le 4 mars 2017 à la tête de la FAB pour le mandat olympique 2017-2020 en remplacement de Nabil Sadi.

Lutte / Mondiaux-2018

## Benaissa (72 kg) rate le bronze en lutte gréco-romaine

■ Le lutteur algérien Tarek-Aziz Benaissa (72 kg) a raté la médaille de bronze de sa catégorie en lutte gréco-romaine aux championnats du monde 2018 (seniors), en s'inclinant face au Bulgare Aik Mnatsakanian sur le score de 9 à 0, en finale pour la troisième place disputée vendredi à Budapest (Hongrie). Éliminé en huitième de finale, jeudi, par le Hongrois Balint Korpasi (11-0), Benaissa a réussi à se hisser à la finale pour la médaille de bronze en s'imposant lors des repêchages face au Brésilien Joilson De Brito Ramos Junior (4-1).

La médaille d'or de la catégorie (72 kg) est revenue à l'Allemand Frank Staebler vainqueur du Hongrois Balint Korpasi (2-1), alors que la deuxième médaille de bronze a été remportée par l'Azéri Rasul Chunyav qui a battu le Russe Abouyazid Mantsigov (4-3). Un autre lutteur algérien a effectué ce vendredi son entrée en lice dans la compétition. Il s'agit de Boudjemline Adem (87 kg), éliminé en huitième de finale face au Turc Metehan Basar (3-2). Il va défier lors des repêchages pour la médaille de bronze le Canadien Philip Raweriro Barreiro.

Pour sa part Hamza Haloui (97 kg) affrontera samedi le Tchèque Ondrej Dadak pour le compte des 16es de finale. Quant à Fergat Abdelkrim (55 kg) il avait été éliminé jeudi en 1/8 de finale de la catégorie devant le Brésilien, Sargis Khachatryan (5-3). La sélection algérienne masculine de lutte associée (gréco-romaine) prend part avec quatre lutteurs aux championnats du monde 2018 (seniors), organisés du 23 au 28 octobre à Budapest en Hongrie, sous la conduite du staff technique national, composé du Roumain Rusu Dumitru Cornell et Benjedaa Maazouz.

Le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal a crié au scandale après le report par la LFP de la 12e journée et qui est désormais programmée pour mardi, 30 octobre, pour permettre à tous les dirigeants de participer aux travaux de l'AG extraordinaire de la FAF relative à l'adoption du projet de la création de quatre centres de formation et qui a été voté hier au Centre des équipes nationales à Sidi Moussa. En effet, Mellal pense que ce report casse la dynamique de tous les clubs et surtout de sa formation. «Le travail de toute une semaine est parti en fumée et il sera difficile de remobiliser tous le monde pour les prochains jours», a indiqué Mellal qui craint que ce report brise la

JSK qui était sur une belle lancée avec une série de bons résultats arrachés de haute lutte après des sacrifices des joueurs et du staff technique. Le boss de la JSK sait qu'il sera difficile de demander plus à ses poulains et de les emmener à se concentrer davantage quand on fait ce genre de chose qui risque de casser l'équipe qui se doit pourtant d'être très concentré pour continuer cette belle série et rester donc en tête du classement de la Ligue 1 Mobilis, même si cela ne sera pas facile devant le retour de l'USMA mais aussi d'autres formations à l'image de l'ESS et du MCA. Mellal est allé loin dans son constat, on se demandant qui gère réellement le championnat étant donné que le report a été annoncé à une

heure tardive de jeudi dernier alors que tout le monde connaissait la date de la tenue de l'AG extraordinaire de la FAF. Il dira que même le coach français des Canaris, Dumas, s'est montré furieux après ce report et n'a pas vraiment compris ce qui se passe dans notre championnat, étant donné qu'on ne programme après un arrêt du championnat de cette manière sans consulter les clubs. Le patron de la formation de la ville des genêts a, en outre, confirmé que son équipe est entrée en mise au vert pour préparer le match de la 12e journée et que ce report a tout chamboulé. Il souhaite, enfin, que la LFP prenne des décisions plus sages pour le bien des clubs.

Imad M.

USM Alger

## Le mois de novembre très chargé

■ L'USM Alger, actuel co-leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football aura un calendrier très chargé pendant le mois de novembre, car appelé à disputer cinq gros matchs en l'espace de seulement 23 jours (quatre en Championnat et un en Coupe arabe), tout en ayant aucun droit à l'erreur, pour espérer rester en course dans ces deux compétitions. Les Rouge et Noir commenceront par recevoir leur co-leader, la JS Kabylie, le 6 ou le 7 novembre pour le compte de la 13e journée de championnat, avant d'enchaîner trois jours plus tard par un périlleux déplacement chez le MC Oran, pour le compte de la 14e journée. Les camarades du capitaine Mohamed Lamine Zemmamouche auront à peine eu le temps de souffler qu'ils seront appelés à accueillir le champion en titre, le CS Constantine, qui viendra

leur rendre visite au stade Omar-Hamadi, le 15 dudit mois, en match avancé de la 15e journée. Dès lendemain de cette chaude empoignade, les Algérois commenceront à préparer leur déplacement au Soudan, en prévision du 8e de finale «aller» de la Coupe arabe 2018, qui les opposera à Al Murrikh local, le 20 du même mois. Ce n'est qu'à partir de là que l'USMA commencera à souffler un peu, puisque son match suivant n'aura lieu que le 29 novembre. Ce sera pour la réception de l'Entente sportive sétifienne, en match comptant pour la mise à jour de la 11e journée du championnat. Un calendrier hyper chargé donc pour le club de Soustara et qui sera probablement déterminant pour la suite de son parcours, aussi bien dans le championnat local qu'en Coupe arabe.

Qualifications CAN-2019 (5e journée)/Togo

## Le Roy : "Gagner face à l'Algérie..."

■ Le sélectionneur français de l'équipe togolaise de football Claude Le Roy, a relevé la nécessité de l'emporter face à l'Algérie le 18 novembre prochain à Lomé, estimant que le Togo était revenu de loin dans les qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019. «Ce sera un match compliqué. Mes deux meilleurs défenseurs centraux, Hakim (Ouro-Sama) et Djene (Dakonam), sont suspendus, il va falloir être créatif. Je sais que les Algériens ne sont pas contents de jouer sur cette pelouse dangereuse et ils ont raison : si on tacle, on peut s'arracher la peau. C'est ce qui est d'ailleurs arrivé à un de mes joueurs. Ce n'est pas très compliqué, il va falloir

gagner ce match. On revient de très loin et si on gagne on repasse devant l'Algérie. Il y a des joueurs de talent au Togo et on peut leur poser de grands problèmes, comme eux peuvent nous en poser aussi. Ce sera un super match mais il ne faut pas oublier que ça reste que du football», a affirmé le coach des Eperviers dans un entretien au site sportif Actufoot. Au terme de la 4e journée, l'Algérie et le Bénin se partagent le fauteuil de leader du groupe D avec 7 points chacun, devant le Togo (5 points), alors que la Gambie ferme la marche avec 2 points. Le sélectionneur du Togo est revenu sur le cas du son capitaine et joueur vedette Emmanuel Adebayor, ce der-

nier a décidé de boycotter son équipe, refusant d'évoluer sur la pelouse détériorée du stade de Lomé «Il n'y a pas de dossier Adebayor !. Il ne jouait pas mais il était là avec nous. C'est quelqu'un qui a des grands segments et qui a du mal avec la pelouse de Lomé. On verra pour l'Algérie mais il est trop handicapé par cette surface qui est une tôle ondulée abominable. On a un terrain qui est en travaux et qu'on ne peut plus utiliser et un autre qui est catastrophique, c'est une honte. Avec ses grands compas, quand il s'entraîne dessus, il a des tendinites, des problèmes articulaires. Il a 35 ans, il n'est plus très jeune. Ce genre de terrain le bou-

sille complètement au niveau physique. On ne peut pas imposer à un joueur de jouer, surtout qu'il était trop handicapé. Tant que la CAF et la FIFA toléreront qu'on joue sur des champs de patates, il ne faudra pas s'étonner que l'Afrique ait du mal footballistiquement parlant. Malheureusement, on s'occupe plus des fauteuils présidentiels dans les loges que des pelouses», a-t-il regretté. Dans l'autre match de la 5e journée, la Gambie accueillera à Banjul le Bénin le 17 novembre. La 6e et dernière journée des qualifications se jouera en mars 2019. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2019.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

Angleterre

## Tentative de vol d'un rare exemplaire de la Magna Carta

Un homme soupçonné d'avoir tenté de voler l'un des derniers exemplaires originaux de la *Magna Carta*, texte fondateur de la démocratie moderne, à Salisbury, en Angleterre, a été arrêté et libéré sous caution, a annoncé la police locale hier. Cet homme de 45 ans est soupçonné d'avoir voulu s'emparer d'une des quatre dernières copies restantes de ce texte considéré comme fondateur du droit constitutionnel moderne. Cette grande charte avait été signée le 15 juin 1215 par le roi d'Angleterre, Jean Sans Terre, sous la pression de barons rebelles soucieux de limiter l'arbitraire royal. L'exemplaire conservé à la cathédrale de Salisbury est écrit à la main, en latin, sur un parchemin en peau de mouton. La vitrine protégeant le document historique a été attaquée au marteau jeudi après-midi. Elle n'a pas été entièrement détruite, mais a été endommagée à plusieurs endroits selon une photo tweetée par la police. Le doyen de Salisbury, le révérend Nicholas Papadopoulos a expliqué à l'agence de presse britannique Press association que le suspect «sortait de la salle du chapitre et essayait de quitter la cathédrale quand il a été arrêté et retenu jusqu'à l'arrivée de la police» par le personnel de la cathédrale. Le manuscrit «est notre plus grand trésor, mais plus important encore, c'est un trésor pour la nation toute entière et pour le monde entier, car c'est un document fondamental dans l'histoire de la liberté et de la dignité humaine, et il a servi de base à de nombreuses autres déclarations de droits de l'homme et de documents dans le monde», a déclaré Nicholas Papadopoulos. Le précieux document n'a pas été abîmé lors de l'incident, mais a été remplacé par un fac-similé en attendant que les vitres qui le protègent soient réparées.

Bilal L.

France

## Nouveau record d'incarcération

Pas moins de 70 714 personnes sont incarcérées dans les prisons françaises, un nouveau record, selon les chiffres publiés par la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) française. La population carcérale a augmenté de 11,92 % en 10 ans, elle a atteint un nouveau record en se chiffrant à 70 714 personnes au 1er octobre contre 70 710 en juin, a indiqué la (DAP). En juillet et août, la population carcérale avait enregistré une très légère baisse pour des raisons d'ordre conjoncturel (ralentissement de l'activité judiciaire en été et diminution du nombre de placements en détention) avant de progresser de 3,12% par rapport au 1er octobre 2017. Selon les données statistiques mensuelles mises en ligne par l'administration pénitentiaire, cette population s'inscrit en hausse de 11,92% en dix ans. La surpopulation carcérale en France est due essentiellement à une augmentation du nombre de prévenus (en attente de jugement), qui composent près du tiers des personnes incarcérées, selon des sources judiciaires. Ceux-ci étaient au nombre de 20 915 au 1er octobre, soit 29,6% de l'ensemble des détenus, contre 19.889 il y a un an. Parmi les détenus, la part des femmes est de 3,8% (3 104 personnes incarcérées). Les mineurs représentent, eux, 1% de la population carcérale totale, avec 835 détenus.

R. F.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

FOOT: LA CORRUPTION PREND DE L'AMPLEUR !

MAIS OÙ EST DONC PASSÉE LA PIÈCE DE MONNAIE ?



AGEx de la FAF

## Adoption du projet de quatre centres de formation



**P**as de surprise hier lors de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF) qui s'est déroulée au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, étant donné que les membres de l'AG ont adopté, à l'unanimité, le projet de réalisation de quatre centres de formation. Les présidents des clubs de Ligues professionnelles 1 et 2 et les présidents des Ligues de wilayas ont approuvé le projet de réalisation de quatre centres de formation qui seront implantés dans différentes wilayas (Tlemcen, Saïda, El Tarf et Batna). Le président de la Fédération algérienne de football, Kheireddine Zetchi, dans son allocution d'ouverture a mis en exergue le caractère «bénéfique» à travers la réalisation de ces quatre centres de formation qui seront encadrés par des experts. Il a également

remercié le ministère de la Jeunesse et des Sports et les autorités locales pour les facilités accordées en matière de foncier, en soulignant que ces centres seront bénéfiques essentiellement aux clubs et jeunes catégories entre 13 et 15 ans qui seront encadrées par des personnes qualifiées et compétentes. Pour rappel, l'enveloppe financière allouée à la réalisation d'un seul centre est de 1,5 milliard de DA et qu'il est «probable» de programmer la réalisation de deux autres centres à Ouargla et Béchar en cas de choix d'assiettes de terrain par les autorités de wilaya, avait déclaré le président de la FAF lors d'une tournée à Tlemcen. Le projet est donc passé comme une lettre à la poste, même si le premier responsable de la FAF craignait quelque peu qu'il y ait des oppositions, surtout que ce projet de centres de formation annule de facto

celui portant la réalisation d'un hôtel pour la FAF et qui avait été voté par ces mêmes membres du temps de l'ancien président de la Fédération, Mohamed Raouraoua. Zetchi avait, lui, bien préparé le terrain en se rendant dans différentes wilayas des quatre régions du pays pour expliquer ce projet qui avait reçu l'aval et le consentement de la FIFA et qui devrait le financer comme elle fait avec toutes les fédérations sollicitant l'aide de l'instance internationale pour la promotion du football. Toutefois, certaines voix se sont opposées au projet en ayant comme argument que la formation est du ressort des clubs et que si la somme réservée à ces centres de la FAF avait été accordée aux clubs professionnels, cela aurait été plus judicieux pour la création de leurs propres centres de formation.

Imad M.

## ACTU...

Bir Mourad Raïs (Alger)

### Récupération d'un véhicule volé

Les services de la Sûreté d'Alger ont, récemment, récupéré un véhicule volé et saisi des quantités de cannabis et plus de 1 000 comprimés de psychotropes ainsi que des armes blanches, lors d'opérations distinctes soldées par l'arrestation de neuf mis en cause à travers le territoire de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, ont indiqué ces mêmes services dans un communiqué. La Sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs a traité récemment huit affaires dont celle d'un vol de véhicule, récupéré en «un temps record», indique le communiqué qui fait état également de «la saisie de 63,2 gr de cannabis, 1 025 comprimés de psychotropes, cinq armes blanches, deux fusils de chasse sous marine, 17 bouteilles d'alcool, trois téléphones portables et un montant de 15.8 millions de centimes». Ces affaires ont conduit à l'arrestation de neuf individus, ajoute la même source. Déférés en justice, cinq mis en cause ont été placés en détention provisoire et deux sous contrôle judiciaires, alors que deux autres ont fait l'objet d'une citation directe, conclut le communiqué.

Reda A.

Aïn Témouchent

### 13 harraga interceptés au large de Bouzedjar

Les éléments des garde-côtes relevant du port de Bouzedjar (Aïn Témouchent) ont déjoué une tentative d'émigration clandestine en interceptant 13 personnes en mer, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. L'opération a eu lieu suite au repérage d'une embarcation pneumatique à 1,5 miles marins, au large de la plage Sassel (Ouled Boujemaâ), ce qui a permis d'intercepter les 13 candidats à l'émigration clandestine qui voulaient atteindre les côtes espagnoles, a précisé la même source, faisant état de la saisie de l'embarcation pneumatique et du moteur utilisé par les candidats. Les passagers interceptés (21-33 ans) ont été conduits à la base maritime du port de Bouzedjar pour finaliser les procédures judiciaires adoptées dans ce genre de situation, avant de comparaître devant les instances judiciaires, a-t-on ajouté.

Bilal L.

Accidents de la route

### 14 morts en deux jours

Quatorze personnes ont trouvé la mort et 28 autres ont été blessées dans 13 accidents de la circulation enregistrés ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec le décès de deux personnes suite à une collision entre deux motocyclistes et un véhicule léger, survenue sur le chemin de wilaya 84, commune de Aïn Turk, précise la même source.

T. F.

Boumerdès

## Quatre abris pour terroristes détruits

**Q**uatre abris pour terroristes ont été détruits vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdès, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans cette même wilaya et à Tissemsilt, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 26 octobre 2018, quatre abris pour terroristes à Boumerdès (1<sup>ère</sup> Région militaire), et arrêté deux éléments de soutien à Boumerdès et Tissemsilt (2<sup>ème</sup> RM)», précise-t-

on de même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi trois fusils de chasse non autorisés, 149 cartouches de calibre 16 mm et une quantité de poudre noire à Tiaret (2<sup>ème</sup> RM)», tandis que les éléments de la Gendarmerie nationale d'Oran (2<sup>ème</sup> RM) «ont arrêté deux individus et saisi près de 6 kg de kif traité et 5 425 unités de différentes boissons».

Dans le même contexte et lors d'opérations distinctes à Tindouf (3<sup>ème</sup> RM) et Tamanrasset (6<sup>ème</sup> RM), des détachements de l'ANP «ont

intercepté sept orpailleurs illégaux et saisi un véhicule, cinq détecteurs de métaux, deux groupes électrogènes, trois marteaux-piqueurs, trois pompes à eau et un camion transportant 17 400 litres de carburant».

Par ailleurs, les garde-côtes «ont mis en échec à Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem (2<sup>ème</sup> RM) et Chlef (1<sup>ère</sup> RM), des tentatives d'émigration clandestine de 195 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 27 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Aïn Guezzam et Naâma», ajoute le communiqué.

H. Y.